



{BnF} Bibliothèque nationale de France



Cofinancé par l'Union européenne

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**OPERATION** : Construction d'un pôle de conservation pour la Bibliothèque nationale de France à Amiens

**OBJET DU MARCHÉ** : Marché de travaux pour la construction d'un système de stockage automatisé au sein du futur pôle de conservation de la Bibliothèque nationale de France à Amiens

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Date : **Novembre 2024**

## **SOMMAIRE**

<b>Titre I - Généralités.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 1. Objet du marché - Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du titulaire.....	4
1.2. Forme du marché .....	5
1.3. Découpage en tranches .....	5
1.4. Variantes .....	6
1.5. Conditions générales d'exécution .....	6
1.6. Intervenants .....	7
1.7. Prise en charge des ouvrages existants et état des lieux.....	9
1.8. Dispositions relatives aux avoisinants et aux tiers – référé préventif .....	10
1.9. Clause d'insertion par l'activité économique .....	10
<b>Article 2. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>13</b>
2.1. Pièces particulières .....	13
2.2. Pièces générales .....	14
2.3. Echelle des plans – Documents écrits et informatiques .....	14
2.4. Pièces complémentaires à venir.....	15
<b>Titre II - Dispositions concernant la tranche ferme.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - règlement des comptes 16</b>	
3.1. Répartition des paiements .....	16
3.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes. ....	16
3.3. Variation dans les prix .....	18
3.4. Sous-traitance.....	19
3.5. Gestion financière de chantier - Décomptes mensuels et décomptes finaux.....	20
3.6. Sous détails de prix d'unité. ....	21
<b>Article 4. Préparation - Délai d'exécution - Pénalités.....</b>	<b>22</b>
4.1. Finalisation des études de conception et premières études d'exécution .....	22
4.2. Période de préparation du chantier tout corps d'état, y compris intralogistique .....	23
4.3. Programme d'exécution des études et des travaux.....	23
4.4. Délais d'exécution.....	24
4.5. Calendrier détaillé d'exécution.....	24
4.6. Suivi des calendriers .....	26
4.7. Prolongation des délais d'exécution .....	27
4.8. Pénalités .....	27
4.9. Réfections pour imperfections techniques .....	30
4.10. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.....	31
4.11. Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire .....	31
<b>Article 5. Clauses de financement et de sûreté .....</b>	<b>31</b>
5.1. Garanties exigées du titulaire .....	31
5.2. Avance .....	31
<b>Article 6. Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits - Échantillons - Propriété industrielle et commerciale. ....</b>	<b>31</b>
6.1. Provenance des matériaux et produits.....	31
6.2. Caractéristiques - Qualités - Vérifications - Essais et épreuves des matériaux et produits .....	32
6.3. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine.....	33
6.4. Échantillons, prototypes et pièces de rechange, bons de commande des titulaires, propriété industrielle et commerciale.....	33
<b>Article 7. Implantation des ouvrages.....</b>	<b>35</b>
7.1. Piquetage général et implantation.....	35
7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	35
7.3. Repérages et conformité des existants .....	35
7.4. Repères d'implantation et de nivellement.....	35

<b>Article 8. Connaissance du site - Plan exécution - Coordination de chantier - Contraintes de site - Responsabilité - Secret professionnel – Travail Dissimulé .....</b>	<b>36</b>
8.1. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à exécution des travaux - vérification préalable. ....	36
8.2. Etudes d'exécution.....	36
8.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation .....	38
8.4. Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers.....	39
8.5. Démarches et autorisations administratives .....	43
8.6. Réunion de chantier - Rendez-vous de chantier - Réunions de coordination.....	44
8.7. Prise en charge du site, réception des supports .....	44
8.8. Protection contre les nuisances.....	45
8.9. Dégradations causées aux voies publiques .....	45
8.10. Responsabilité des ouvrages .....	45
8.11. Secret professionnel.....	45
8.12. Travail dissimulé .....	45
<b>Article 9. Contrôle - Réception des travaux - Remise de l'ouvrage - Garanties - Assurances .....</b>	<b>46</b>
9.1. Contrôles.....	46
9.2. Réception des travaux.....	47
9.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	51
9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. ....	51
9.5. Documents fournis après exécution.....	51
9.6. Formation et mise au courant du personnel exploitant.....	51
9.7. Délais de garantie.....	51
9.8. Garanties particulières.....	52
9.9. Assurances .....	52
<b>Titre III - Dispositions concernant la tranche optionnelle de maintenance .....</b>	<b>57</b>
<b>Article 10. Contenu des prestations- .....</b>	<b>57</b>
10.1. Maintenance des matériels et équipements. ....	57
<b>Article 11. Maintenance des logiciels et progiciels.....</b>	<b>57</b>
<b>Article 12. Contrôle des prestations.....</b>	<b>58</b>
<b>Article 13. Décision après contrôle .....</b>	<b>58</b>
13.1. Admission :.....	58
13.2. Ajournement :.....	59
13.3. Réfaction :.....	59
13.4. Rejet :.....	59
<b>Article 14. Pénalités .....</b>	<b>59</b>
<b>Article 15. Modalités de paiement.....</b>	<b>60</b>
<b>Article 16. Révision des prix .....</b>	<b>60</b>
<b>Titre IV - DISPOSITIONS COMMUNES A l'ensemble des tranches.....</b>	<b>61</b>
<b>Article 17. Résiliations – mesures coercitives.....</b>	<b>61</b>
17.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	61
17.2. Résiliation pour motif d'intérêt général .....	61
17.3. Résiliation du marché aux torts du titulaire .....	61
17.4. Exécution de la prestation aux frais et risques .....	61
<b>Article 18. Règlement des litiges .....</b>	<b>62</b>
<b>Article 19. Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles .....</b>	<b>62</b>
19.1. Le traitement des données essentielles du marché public.....	62
19.2. Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles .....	62
<b>Article 20. Dérogations aux documents généraux .....</b>	<b>63</b>

# TITRE I - GENERALITES

---

## Article 1. Objet du marché - Dispositions générales

---

### 1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du titulaire

La présente consultation a pour objet un **marché de travaux** pour la **construction du système de stockage automatisé** du futur pôle de conservation de la Bibliothèque nationale de France (BnF) à Amiens. Ce système, **aussi appelé intralogistique, comprend les rayonnages, les options de convoi, les postes de travail, les unités de stockage, ainsi que le WMS. Le marché comprendra également l'achat de pièces de rechanges et la maintenance sur trois ans.**

Il est prévu à ce stade que la capacité totale soit de 260 kml de collections, soit 102 602 unités de stockage.

Le marché est passé selon la procédure du dialogue compétitif en application des dispositions des articles L. 2124-4 et R. 2161-24 à R. 2161-31 du Code de la commande publique.

Le projet est situé sur le site de l'ancien Centre Hospitalier Nord (CHU Nord) sur une parcelle de 3,5ha.

La parcelle de 3,5ha sur laquelle seront réalisés les travaux est prévue mise à disposition par l'EPF des Hauts-de-France au premier semestre 2026 après déconstruction des bâtiments de l'ancien CHU.

La Figure 1 présente le plan de masse.

Le projet comporte deux bâtiments, relié par le sous-sol, pour une surface utile d'environ 11 000m<sup>2</sup> :

- Une grande halle robotisée qui accueillera les documents/fonds de la Bibliothèque nationale ainsi qu'une salle de lecture/espace de médiation qui pourra accueillir du public ;
- Un second bâtiment qui abritera les espaces de travaux avec les quais de déchargement, les ateliers de restauration et les bureaux du personnel.



*Figure 1 Plan de masse du projet*

Il est prévu que la halle robotisée soit maintenue à température et hygrométrie contrôlées, mais également à ce qu'elle soit maintenue en atmosphère à oxygène raréfié, ce qui impose un certain nombre de contraintes de structure et d'isolation.

Les deux maillons que sont la conception et la construction des bâtiments, d'une part et de l'intralogistique d'autre part, bien qu'intrinsèquement liés, évoluent sur deux temporalités différentes pendant la phase de conception (consultation travaux anticipée pour l'intralogistique). Le chantier sera cependant unique et alloti.

Le dialogue compétitif se déroulera en parallèle des études de conception purement bâtimentaires (APD). Il est prévu que les données de l'intralogistique, spécifique au prestataire industriel choisi, soient intégrées au projet architectural avant la fin des études de conception (à priori en phase PRO).

Les interfaces entre ces différents champs d'intervention nécessiteront un dialogue étroit entre les différents acteurs notamment pour l'articulation entre l'intralogistique et la partie bâtiment.

La description du système de stockage automatisé, et ses composantes techniques sont précisées dans le programme fonctionnel par le maître d'ouvrage.

**La construction du pôle de conservation fera l'objet de marchés travaux allotis dont les consultations seront lancées ultérieurement. L'allotissement n'est pas encore défini. Le titulaire du présent marché d'intralogistique devra collaborer étroitement avec les titulaires des différents lots. Il sera attendu du titulaire une coordination sur site afin de garantir l'intégration harmonieuse des équipements dans l'ensemble du chantier et le respect du planning global des travaux.**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le(s) Cahier(s) des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## 1.2. Forme du marché

Le marché est un marché à prix global et forfaitaire.

## 1.3. Découpage en tranches

### 1.3.1. Tranches

Le marché comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle définies comme suit :

- La tranche ferme comprend la fourniture et les travaux nécessaires à la mise en place du système d'intralogistique, les essais ainsi que toutes les sujétions qui s'y apportent ;
- La tranche optionnelle comprend la maintenance de l'intralogistique. Les conditions d'exécution propres à cette tranche sont décrites dans le titre III du présent CCAP. En cas de contradiction avec les autres stipulations du présent CCAP, les stipulations du titre III primeront.

### 1.3.2. Affermissement des tranches

Par dérogation aux articles 10.6 et 18.3 du CCAG-Travaux, la tranche optionnelle du marché sera affermée par une décision du représentant du maître d'ouvrage notifiée au titulaire au plus tard :

- pour la tranche optionnelle n°1, 3 mois après la réception des travaux prévus à la tranche ferme ;

### 1.3.3. Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

### 1.3.4. Indemnité de dédit pour non-affermissement des tranches

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par le représentant du maître d'ouvrage, il ne sera versé aucune indemnité de dédit.

## 1.4. Variantes

Non autorisées.

## 1.5. Conditions générales d'exécution

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que ces travaux ont lieu en zone urbaine, et que toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect des conditions d'exécution des travaux fixées dans les différents documents et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner les activités des entreprises intervenant simultanément sur les chantiers environnants.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.).
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.).
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravais, etc.
- Détritus divers et gravais provenant de l'exécution même des travaux, stockés conformément à la réglementation en vigueur provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers.
- État défectueux des voies et accès, boues et gravais, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations.
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre.

## 1.6. Intervenants

### 1.6.1. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est la Bibliothèque nationale de France, dont le siège social est localisé au 11 quai François Mauriac – 75013 Paris.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire, représentant du maître d'ouvrage.

### 1.6.2. Mandataire

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément à la convention de mandat en date du 19 février 2024 est : l'OPPIC – 30 rue du Château des Rentiers – CS 61336 – 75647 Cedex 13.

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « le pouvoir adjudicateur ».

### 1.6.3. Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

- TVK – Architecte mandataire
- Carmody Groarke – Architecte
- Ingerop - Bureau d'études fluides/thermique/VRD/BIM/Acoustique/environnement
- EVP Ingénierie – Bureau d'études structures
- VPEAS Economiste – Economiste de la construction
- Buro Happold Limited – Bureau d'études environnement/thermique
- Willhey Ltd – Bureau d'études intralogistique

ci-après dénommé « le maître d'œuvre ».

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base conforme au livre IV du code de la commande publique et comprend la conception et le suivi de la réalisation des travaux de construction d'un centre de conservation pour la Bibliothèque nationale de France (BnF) à Amiens.

En complément de la mission de base au sens de l'article R2131-4 du code de la commande publique, il est confié au maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

- Mission coût global et exploitation-maintenance
- Traitement de la signalétique définitive
- Accompagnement au 1% artistique
- Validation des diagnostics.

### 1.6.4. Ordonnancement - Pilotage - Coordination (O.P.C.) et Synthèse

La mission O.P.C. porte sur :

- La planification générale et détaillée des études de conception, d'exécution, de synthèse et des travaux jusqu'à la levée des réserves de l'opération ;
- Le pilotage général et détaillé des études de conception et d'exécution des travaux de l'opération ainsi que des installations de chantiers. Ceci inclut notamment l'organisation et l'harmonisation de procédures

de diffusion de l'information concernant les études et les travaux ainsi que le contrôle dans la durée de la qualité de ces procédures ;

- La coordination générale et détaillée de tous les intervenants chargés de l'opération ainsi que des tiers extérieurs y concourant, ce qui inclut la prise en compte des interfaces avec les acteurs locaux ou administratifs (préfectures de région et de département, Amiens métropole, communes, DRAC, DRIEAT, concessionnaires, etc.) ;
- L'assistance au suivi financier.

Le titulaire de la mission de synthèse aura la charge de l'organisation et de l'animation de la cellule de synthèse (en phase EXE), et la réalisation de la présynthèse (en phase conception). Cette mission s'achèvera à la réception de l'ouvrage et la validation du DOE.

Le titulaire de ces missions est en cours de désignation.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "l'OPC ou le pilote".

L'OPC est rémunéré par le maître d'ouvrage.

#### 1.6.5. Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

La mission de Contrôleur technique est assurée par BTP Consultants

Le rapport initial du Contrôleur Technique sera fourni ultérieurement par voie d'OS et annexé au présent C.C.A.P. par voie d'avenant.

Les missions qui lui seront confiées comprennent :

- La mission de base
  - L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
  - S relative à la sécurité des personnes
- Les missions complémentaires suivantes
  - P1 relative à la sécurité des éléments d'équipement non indissociablement liés
  - STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments industriels et tertiaires
  - SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP
  - ENV relative à l'environnement
  - HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
  - AV relative à la stabilité des avoisinants
  - F relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment hors activités économiques
  - GTB relative à la gestion technique du bâtiment
  - HYSa relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres qu'à usage d'habitation
  - PHa relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
  - PV relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
  - Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie dans des bâtiments
- Les missions d'accompagnement suivantes



- Attestation HAND relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux
- CONSUEL
- VIEL

Elles seront exercées en conformité avec la Norme NF P 03 - 100 complétée par le CCTG approuvé par le décret N° 99-443 du 28 Mai 1999.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le Contrôleur Technique".

En conséquence, le titulaire soumettra toutes ses études, plans, notes de calculs, procès-verbaux d'essais, avis techniques, tous documents nécessaires, ainsi que ses matériaux et matériels au contrôleur technique.

Il remettra à ses frais les exemplaires des documents nécessaires au Contrôleur Technique.

Le Contrôleur technique est rémunéré par le maître d'ouvrage.

#### 1.6.6. Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

L'opération est soumise aux dispositions fixées par les articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à un organisme agréé. La mission relève de la catégorie n°1 et est rémunérée par le maître d'ouvrage.

La mission de coordonnateur est assurée par SOCOTEC

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) sera fourni ultérieurement par voie d'OS et annexé au présent C.C.A.P. par voie d'avenant.

#### 1.6.7. Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.)

Conformément à l'arrêté du 2 février 1993 (NOR : INTE9300140A) et aux Normes Françaises NFS 61-931 et NFS 61-939, et compte tenu des caractéristiques de l'opération, il sera fait appel à un Coordonnateur en matière de Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) agréé.

Le titulaire de cette mission sera désigné ultérieurement.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le SSI".

Le coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie est rémunéré par le maître d'ouvrage.

### 1.7. Prise en charge des ouvrages existants et état des lieux

Avant toute exécution des travaux (pendant la période de préparation visée à l'article Titre II - 4.2 du présent C.C.A.P.), un état des lieux contradictoire sera établi avec le maître d'œuvre pour la mise à disposition du terrain où seront réalisés les travaux.

Ce constat contradictoire sera ensuite notifié au titulaire du lot de gros œuvre.

## 1.8. Dispositions relatives aux avoisinants et aux tiers – référé préventif

Afin de se prémunir contre tout éventuel contentieux avec des tiers, le maître d'ouvrage et son mandataire vont initier une procédure dite de « référé préventif » devant le Juge des référés du Tribunal Administratif d'Amiens. Celle-ci vise à obtenir, au contradictoire des riverains, des concessionnaires et des intervenants à l'acte de construire, la désignation d'un Expert avec pour mission notamment de visiter les immeubles avoisinants, de dresser tout état descriptif et qualitatif nécessaire des immeubles, ouvrages et propriétés voisins afin de déterminer et dire, si à son avis, lesdits immeubles ou ouvrages présentent ou non des dégradations et désordres inhérents à leur structure, leur mode de construction ainsi que leur mode de fondation ou leur état de vétusté, et dire si à son avis il convient ou non, en cas d'urgence constatée ou de réel danger, de procéder à la mise en place et à la réalisation de telles mesures de sauvegarde ou de travaux particuliers de nature à éviter toute aggravation.

Le titulaire reconnaît être informé de l'état de la procédure et s'engage à informer sans délai, et au plus tard dans les 48 heures de la signature de l'acte d'engagement, l'Expert désigné de son intervention volontaire dans le cadre de la procédure de référé préventif et des opérations d'expertise, indépendamment de sa mise en cause ultérieure dans le cadre d'une procédure en ordonnance commune devant le Tribunal Administratif d'Amiens.

Le titulaire pourra demander à l'Expert d'effectuer tout constat complémentaire qu'il jugera éventuellement utile ou nécessaire. Il s'interdit de contester ultérieurement les constats effectués par l'Expert antérieurement à son intervention volontaire dès lors qu'ils lui seront communiqués par le pouvoir adjudicateur. Les opérations d'expertise et constats antérieurs à l'ordonnance commune seront donc réputés lui être opposables et contradictoires, ce que le titulaire accepte expressément.

## 1.9. Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### 1.9.1. Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2<sup>ème</sup> chance »

- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de **France Travail - Agence de Dury**, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution du marché	
<b>Tranche Ferme</b>	<b>4000 heures</b>
<b>Tranche Optionnelle</b>	<b>Sans objet</b>

#### 1.9.2. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié du Service Emploi / Insertion de la métropole d'Amiens pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

##### ✓ **1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec le Service Emploi / Insertion de la métropole d'Amiens.

##### ✓ **2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

##### ✓ **3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

### 1.9.3. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par le Service Emploi / Insertion de la métropole d'Amiens.

#### **Amiens métropole**

#### **Kamel YAHIAOUI**

Direction du développement économique- Service Emploi / Insertion

21 Place Notre Dame- 80000 AMIENS

tél : 03 22 97 13 81

k.yahiaoui@amiens-metropole.com

Dans ce cadre, le Service Emploi / Insertion de la métropole d'Amiens a les missions suivantes :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale par le biais de **France Travail - Agence de Dury** (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et **France Travail - Agence de Dury**) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

### 1.9.4. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le Service Emploi / Insertion de la métropole d'Amiens à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics par **France Travail - Agence de Dury** et un contrôle de l'exécution des heures.

La validation de l'éligibilité des publics sera assurée par France Travail - Agence de Dury et la création et la diffusion d'une offre d'emploi sera obligatoire auprès de France Travail pour tous recrutements dans le cadre de la clause sociale.

A cet effet, le 5 de chaque mois, l'entreprise produira tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé etc..) auprès du maître d'ouvrage (interlocuteurs à désigner) de Kamel YAHIAOUI.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4.10 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le maître d'ouvrage et le Service Emploi / Insertion de la métropole d'Amiens, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, le Service Emploi / Insertion de la métropole d'Amiens étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

## Article 2. Pièces constitutives du marché

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du Marché sont, par ordre de priorité décroissant :

### 2.1. Pièces particulières

#### 2.1.1. L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes

Annexe 1	DC4 – Déclaration de sous-traitance
Annexe 2	Attestation relative aux clauses sociales

#### 2.1.2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :

Annexe 1	Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux
Annexe 2	Notice DOE
Annexe 3	Système informatique de gestion financière des marchés de travaux (EDIFLEX)
Annexe 4	Charte chantier à faibles nuisances OPPIC

#### 2.1.3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :

Le CCTP est composé de deux pièces :

##### 2.1.3.1. Le programme fonctionnel et ses annexes :

Annexe 1	Programme architectural fonctionnel et technique
Annexe 2	Cahier des charges BIM
Annexe 3	Manuel du système de management responsable
Annexe 4	Auto-évaluation CERTIVEA

##### 2.1.3.2. Le dossier technique et méthodologique détaillant la solution proposée par le titulaire dans son offre finale.

Le dossier technique comprend les pièces écrites et graphiques établis et remis par le titulaire dans son offre finale remise dans le cadre du dialogue compétitif.

#### 2.1.4. La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

La décomposition du prix forfaitaire est accompagnée de sous-détails de prix d'unité.

#### 2.1.5. Dossier APS de la Maîtrise d'œuvre

## 2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.3.1 du présent CCAP.

### 2.2.1. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)

Le Cahier des Clauses Administratives Générales visé est celui applicable aux Marchés Publics de Travaux modifié par arrêté du 30 mars 2021.

### 2.2.2. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)

Le Cahier des Clauses Techniques Générales visé est celui applicable aux marchés publics de travaux de bâtiment passés au nom de l'Etat, approuvé par le décret n°2000.524 du 15 juin 2000 (J.O. du 18 juin 2000) modifié par l'arrêté du 28 mai 2018 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.

### 2.2.3. Le Cahier des Clauses Spéciales (C.C.S.)

Le Cahier des Clauses Spéciales (C.C.S.) comprend :

- des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.),
- ATEX, Avis de chantier aux frais du titulaire.

### 2.2.4. Information concernant la réglementation des Services Publics Nationaux et Locaux

Par ailleurs, le titulaire devra s'informer de la réglementation des Services Publics Nationaux et Locaux, et exécuter les prestations conformément à cette réglementation.

Les travaux devront être effectués selon les normes établies dans le C.C.T.P.

## 2.3. Echelle des plans – Documents écrits et informatiques

### 2.3.1. Échelle des plans

En cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques, la priorité sera donnée dans l'ordre décroissant de leur échelle (1/1 - 1/2 - 1/5 - 1/10, etc.).

### 2.3.2. Ordre de priorité entre les documents écrits et les documents informatiques

Au cours de l'exécution du marché, les intervenants pourront éventuellement être amenés à s'échanger des informations sous forme informatique (plans, notes, etc.).

Les documents informatiques seront toujours dupliqués sous forme écrite par l'émetteur à l'exception des projets de décompte.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents informatiques et les documents écrits, ces derniers prévaudront.

## 2.4. Pièces complémentaires à venir

Des documents complémentaires seront fournis par le maître d'ouvrage une fois disponibles. Ces documents seront ajoutés au dossier du marché par avenant. Le titulaire sera tenu de les prendre en compte dans l'exécution des prestations, dès leur communication, sans plus-value financière.

Ces pièces sont les suivantes :

- Annexes au CCAP :
  - Note d'organisation de chantier (NOC)
  - Rapport initial du contrôleur technique (RICT)
  - Plan général de coordination en matière de santé et de sécurité (PGCSPS)
  - Charte d'organisation de la synthèse

## **TITRE II - DISPOSITIONS CONCERNANT LA TRANCHE FERME**

---

### **Article 3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - règlement des comptes**

---

#### **3.1. Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement

- au titulaire et le cas échéant à ses sous-traitants;
- au groupement titulaire, ou, le cas échéant, au mandataire et à ses cotraitants, et le cas échéant à leurs sous-traitants.

#### **3.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.**

##### **3.2.1. Contenu des prix**

Les prix indiqués dans le marché sont hors T.V.A. et incluent toutes les sujétions indiquées à l'article 9.1 du CCAG - TRAVAUX

Ils comprennent notamment les sujétions découlant :

- des prestations telles que décrites dans le CCTP ;
- de la législation du travail ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux dans des établissements classés E.R.P., I.G.H., monuments historiques etc. ;
- des frais imputés sur le compte des dépenses communes, fixés à 2 % du montant total des prestations de la tranche ferme objets du marché. Ces 2 % étant inclus dans le prix global et forfaitaire. Les modalités détaillées seront précisées dans la notice d'organisation du chantier, qui sera transmise ultérieurement et jointe en annexe au présent C.C.A.P. par avenant ;
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements. Chaque titulaire installera à ses frais, les garde-corps pour satisfaire aux règlements de police et pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés ;
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnement des fournitures ;
- des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires ;



- que les travaux doivent être exécutés pendant la période de 7 heures à 20 heures les jours ouvrés durant toute l'année civile ;
- de la fourniture des petits matériaux ou matériels décrits dans les devis ;
- de la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art ;
- des frais de transports ;
- des frais d'études nécessaires à l'exécution des travaux et à soumettre au maître d'œuvre ;
- des sujétions étant susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages d'autres corps d'état ;
- de la pose et de l'entretien des panneaux de chantier ;
- des intempéries, dans les conditions fixées à l'article 4.7 du présent CCAP ;
- des frais, taxes de toutes sortes, ainsi que les primes d'assurance souscrites par le titulaire ;
- des dépenses liées à la gestion, à l'évacuation au tri et au traitement des déchets, y compris les déchets dangereux ;
- des démarches et de la délivrance des autorisations d'occupations temporaires en surface ou en tréfonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées ;
- de la nécessité éventuelle d'exécuter les prestations en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou en dehors des jours normalement ouvrés).

En dehors des facilités dont bénéficient les titulaires de chacun des lots pour les installations de chantier en application de la Notice d'organisation de chantier qui sera transmise ultérieurement et joint en annexe au présent C.C.A.P. par avenant, et relative aux dépenses communes de chantier, le représentant du maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation aux titulaires des lots.

### 3.2.2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché

Le règlement se fera sur la base du prix global forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement

### 3.2.3. Travaux supplémentaires ou modificatifs

Par dérogation aux articles 13.1 et 13.4 du CCAG-Travaux, l'ordre de service ayant pour objet des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, fixe le délai maximum dans lequel le titulaire doit transmettre au maître d'œuvre son devis.

Ce devis devra être détaillé et accompagné des métrés. Il reprendra les codes et références figurant dans la D.P.G.F.

Par dérogation, à l'article 13.4 du CCAG-Travaux, l'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives intervient au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la réception du devis par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire omettrait de transmettre ces éléments dans les délais impartis, le maître d'œuvre pourra établir un ordre de service sur la base de prix provisoires.

Par dérogation à l'article 13.6 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires fixés par ordre de service si, dans le délai de 15 jours à compter de la notification de l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose

Lorsque le représentant du maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, d'un état supplémentaire de prix forfaitaires, d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires ou d'un bordereau supplémentaire de prix mixtes, signé des deux parties.

#### 3.2.4. Augmentation et diminution dans la masse des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage, deux mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le représentant du maître d'ouvrage peut soit conclure un avenant avec le titulaire, soit notifier au titulaire une décision de poursuivre les travaux. La décision de poursuivre les travaux fixe le nouveau montant des travaux. Le titulaire est alors tenu d'exécuter les travaux à hauteur du montant des travaux fixé par la décision. Le dépassement du nouveau montant des travaux donne lieu à la même procédure que celle définie dans le présent article pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux et après notification d'une décision de poursuivre, le titulaire ne peut s'opposer à l'exécution de travaux, de l'espèce définie au 1er alinéa de l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux, prescrits par ordre de service que s'il établit que le montant cumulé des travaux prescrits depuis la notification de la décision de poursuivre excède le dixième du montant des travaux fixés par la décision.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage peut notifier au titulaire une décision de diminution du montant des travaux.

Par dérogation aux articles 14-3 et 15-1 du C.C.A.G.-Travaux, il est précisé que l'augmentation ou la diminution limite au-delà de laquelle le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice éventuellement subi est portée à 15 % du montant contractuel des travaux pour les marchés à prix forfaitaire.

#### 3.2.5. Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### 3.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-13 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

#### 3.3.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois figurant à l'article 3 de l'acte d'engagement (dit mois zéro).

### 3.3.2. Type de prix

Le marché est traité sur la base d'un prix forfaitaire figurant à l'acte d'engagement et dont la décomposition figure dans la D.P.G.F.

Les prix sont **révisables** selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \left( 0,5 \times \frac{BT07_{m-4}}{BT07_{m0-4}} + 0,15 \times \frac{CPF33.20_{m-4}}{CPF33.20_{m0-4}} + 0,35 \times \frac{CPF62.03_{m-4}}{CPF62.03_{m0-4}} \right)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé;
- Po est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Les indices retenus sont :

- Le BT07 - ossatures et charpentes métalliques.
- Le CPF 33.20 - Installation d'équipements électriques, électroniques et optiques
- Le CPF 62.03 - Services de gestion d'installations informatiques

### 3.3.3. Révision provisoire - révision définitive

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier état d'acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant.

### 3.3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur au moment du fait générateur. Les montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur au moment du fait générateur.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

## 3.4. Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Conformément à l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire principal est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le représentant du maître d'ouvrage n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le titulaire.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité prévue à l'article 4.8.8 du présent CCAP sera appliquée.

### **3.5. Gestion financière de chantier - Décomptes mensuels et décomptes finaux**

Le règlement des comptes est mis en œuvre dans les conditions fixées à l'article 10.2 du C.C.A.G.-Travaux en tenant compte des dérogations mentionnées ci-après.

La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Par dérogation aux dispositions aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCGA-Travaux, la gestion des décomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n° 3 du présent CCAP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du C.C.A.G Travaux en tenant compte des dérogations suivantes :

- L'OPC et le maître d'œuvre, à partir du décompte mensuel, dressent un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adressent au représentant du maître d'ouvrage par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux dans un délai de 6 jours à compter de la réception du projet de décompte.
- Le représentant du maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte. L'état d'acompte mensuel est notifié au titulaire par le représentant du maître d'ouvrage.
- En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du maître d'ouvrage règle les sommes qu'il a admises.

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage et au pouvoir adjudicateur son projet de décompte final dans un délai de 30 jours, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de notification de la décision de levée des réserves à la réception,
- Date de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des documents nécessaires à l'établissement à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates suivantes :

- Quarante-cinq jours à compter de la date de notification du projet de décompte final au maître d'œuvre ;
- Vingt jours à compter de la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

En application de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Par dérogation à l'article 12.4.4 si le représentant du maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, ne vaut pas acceptation et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1.

Par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG-Travaux, le règlement pour solde du décompte général et définitif est suspendu jusqu'à la transmission au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire du quitus de règlement des frais de compte prorata délivré par le gestionnaire dudit compte.

### 3.6. Sous détails de prix d'unité.

Pour l'application des dispositions des articles 9.3 et 11 du CCAG - TRAVAUX, les prix d'unité, qui pourront être demandés au titulaire par ordre de service tout au long de l'exécution du présent marché, seront décomposés de la façon suivante :

Pour un prix d'unité concernant la prestation suivante :

#### A - Fournitures

Quantités <sup>(1)</sup> × prix d'achat <sup>(1)</sup>	=	
Quantités <sup>(2)</sup> × prix d'achat <sup>(2)</sup>	=	
Quantités <sup>(2)</sup> × prix d'achat <sup>(2)</sup>	=	
Etc. ...	=	.....
Ensemble	=	.....
× ... 1 coefficient pour livraison, manutentions, tous transports à pied d'œuvre, stockage	=	.....

(1) du matériau principal de la construction

(2) des matériaux accessoires

## B - Main d'œuvre

Suivant qualifications des divers intervenants sur chantier

Salaire brut = Quantités d'heures <sup>(3)</sup> x à l'heure	=	
Salaire brut = Quantités d'heures <sup>(3)</sup> x à l'heure	=	
Etc. ...	=	.....
Ensemble	=	.....
× ... 1 coefficient <sup>(4)</sup> charges sociales	=	.....
× ... 1 coefficient de vente (frais généraux aléas, bénéfices, soit prix de vente)	=	.....

(3) en fractions décimales d'heures figurent ici les temps unitaires passés par les intervenants sur le chantier dans les diverses qualifications y compris maîtrise, chef d'équipe, HQ, OQ et OS, de manière à permettre la composition d'éventuels prix nouveaux d'ouvrages imprévus.

(4) ce coefficient peut être relevé dans les publications officielles.

Ce prix de vente (P.V.) étant celui figurant, pour l'ouvrage considéré, dans la décomposition du prix global forfaitaire.

## Article 4. Préparation - Délai d'exécution - Pénalités

### 4.1. Finalisation des études de conception et premières études d'exécution

Les éléments ci-dessous seront à transmettre lors de l'étape de finalisation des études de conception et de premières études d'exécution :

- Le dossier finalisé des Études de conception (plans et détails, CCTP sous 2mois à compter de la notification du marché ;
- La liste prévisionnelle des plans d'exécution sous 20 jours ouvrés à compter de la demande de la maîtrise d'œuvre ;
- La production des premiers indices des plans d'exécution sous 20 jours ouvrés à compter de la demande de la maîtrise d'œuvre. La finalisation des plans d'exécution et leur visa interviendra à l'issue des études de synthèse TCE de l'opération ;
- La fourniture de fiches techniques, analyse fonctionnelle, échantillons, prototype ou 1<sup>er</sup> de série ou tout autre document sous 20 jours ouvrés à compter de la demande de la maîtrise d'œuvre ;
- Un projet de planning détaillé des travaux. Ce dernier sera intégré après mise au point TCE au planning détaillé de l'opération.

Ces documents devront être produits en coordination avec la maîtrise d'œuvre.

L'ensemble des pièces devra être remis au représentant du maître d'ouvrage sous format « .pdf » pour ce qui concerne les documents écrits et sous format « dwg » pour les plans.

Les rectifications qui seraient demandées au titulaire devront être faites dans un délai de 4 jours.

En cas de retard dans l'établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée à l'article 4.8.2 du présent CCAP.

## 4.2. Période de préparation du chantier tout corps d'état, y compris intralogistique

Le présent marché comporte une période de préparation d'une durée de deux (2) mois, au cours de laquelle les titulaires des autres lots de travaux, qui seront notifiés par la suite devront remettre les documents listés par la suite. Ces documents auront été remis par le titulaire du présent marché pendant la période de conception et d'exécution tel que définit aux article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et 4.1.

Le titulaire du lot gros œuvre sera averti par ordre de service du démarrage de la période de préparation. L'ordre de service sera porté à la connaissance des autres lots.

Il est procédé, avant tout commencement d'exécution des travaux et conformément aux articles 28.2, 28.3, 29 et 28.4 du CCAG-Travaux, aux opérations énoncées suivantes :

- établissement et remise au maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et de ses annexes dans les conditions fixées à l'article 4.3 du présent CCAP ;
- élaboration et remise au maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 4.5 du présent CCAP ;
- établissement et remise au CSPS du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) ;
- établissement et remise au maître d'œuvre du programme des études d'exécution ;
- établissement et remise au maître d'œuvre des études d'exécution nécessaires pour le début des études de synthèse ;
- établissement et remise au maître d'œuvre du plan d'assurance qualité.

Le délai de remise de ces documents est à compter de la notification de l'OS de démarrage de la phase de préparation du chantier :

- de **20 jours** pour le programme d'exécution et ses annexes,
- de **20 jours** pour le calendrier détaillé d'exécution,
- de **20 jours** pour le programme des études d'exécution,,
- de **15 jours** pour les études d'exécution nécessaires pour le début des études de synthèse,
- de **15 jours** pour le PPSPS,,
- de **20 jours** pour le plan d'assurance qualité,
- de **15 jours** pour le schéma d'organisation et de gestion des déchets, ,
- de **40 jours** après l'OS de démarrage pour les fiches techniques des échantillons,
- de **80 jours** après l'OS de démarrage pour la présentation des échantillons..

## 4.3. Programme d'exécution des études et des travaux

En complément de l'article 28.2.1 du CCAG-Travaux, le programme d'exécution des travaux et ses annexes devront préciser :

- les moyens en homme et en matériel que le titulaire prévoit de mettre en place,

- le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier et qui devront être compatibles avec le programme du titulaire et les travaux à réaliser,
- la provenance de tous les matériaux, ainsi que les noms et adresses de tous les fournisseurs, gîtes, carrières et ballastières,
- les possibilités de contrôle systématiques prévues sur le matériel de fabrication, d'une part, et sur le produit fabriqué, d'autre part, ainsi que le nom du responsable de l'auto-contrôle.
- les plans d'aménagement des emprises et d'installations de chantier montrant les accès et les circulations des engins de chantier et des véhicules de secours dans les différentes phases de travaux.

#### 4.4. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux tout corps d'état, y compris d'intralogistique, et le délai d'exécution du marché propre au titulaire sont fixés à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux (période de préparation comprise) commence à courir à partir de la notification de l'ordre de service de démarrage du lot gros œuvre.

Cet ordre de service est porté à la connaissance des titulaires de chacun des autres lots.

La tranche optionnelle prend effet à compter de la notification de la décision d'affermissement de celle-ci.

Le calendrier prévisionnel de l'opération concernée est donné en annexe 1 au CCAP.

#### 4.5. Calendrier détaillé d'exécution

##### 4.5.1. Mise à jour du planning prévisionnel de l'opération avec le calendrier détaillé d'exécution « intralogistique » (durant les études de conception et d'exécution intralogistique)

Dans les délais à l'article 4.2 du présent CCAP, le titulaire établit et propose au maître d'œuvre et à l'OPC le calendrier détaillé d'exécution de l'ensemble des études et travaux par tâche et pour tous les corps d'état du lot, ainsi que les dates jalons, selon les dispositions de contenu et de présentation prévues aux points A et B ci-après. L'OPC aura à sa charge de dresser un calendrier prévisionnel qui intégrera l'ensemble des tâches du lot dans un planning prévisionnel global.

Une fois approuvé par le MOA et le MOE, ce nouveau planning prévisionnel global sera :

- intégré au DCE tous lots de l'opération
- notifié au titulaire du présent lot par ordre de service et remplacera le calendrier prévisionnel en annexe 1 du présent CCAP.

##### 4.5.2. Elaboration du calendrier détaillé d'exécution tous lots (durant la période de préparation du chantier)

Dans les délais à l'article 4.3 du présent CCAP, le titulaire de chaque lot établit et propose au maître d'œuvre et à l'OPC, le calendrier détaillé d'exécution de l'ensemble des études et travaux par tâche et pour tous les corps d'état du lot, ainsi que les dates jalons, selon les dispositions de contenu et de présentation prévues aux points A et B ci-après. L'OPC aura à sa charge de dresser un calendrier détaillé d'exécution qui intégrera l'ensemble des tâches de chaque lot ainsi que les dates jalons.

Une fois approuvé par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage, ce calendrier détaillé d'exécution des travaux dressé par l'OPC est notifié par le maître d'œuvre au titulaire de chacun des lots par ordre de service et devient la pièce contractuelle visée à l'article 2.1 du CCAP, en remplacement du calendrier prévisionnel notifié selon les dispositions prévues à l'article 4.6.2.



Le calendrier prévisionnel des études et des travaux figurant à l'annexe 1 du C.C.A.P. sert à l'établissement du calendrier détaillé d'exécution sur la base des éléments fournis par les titulaires de chacun des lots.

Le calendrier prévisionnel d'exécution demeure valable et s'applique tant que le calendrier détaillé d'exécution n'aura pas été validé.

Il est précisé qu'à l'occasion de la mise au point de ce calendrier, les titulaires de chacun des lots seront dans l'obligation d'accepter les contraintes techniques des délais imposés par les autres corps d'état.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à partir de la date de notification de chacun des marchés autres que le lot gros œuvre visé ci-dessus, sauf stipulation particulière lors de la notification de chacun de ces marchés.

Au cours du chantier et à la demande du titulaire, le calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux pourra être modifié, toujours dans les mêmes conditions. Néanmoins, ces modifications ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution des travaux, ni un décalage des dates jalons et dates clés comme définies au point B ci-après.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution complété des dispositions précisées dans le paragraphe B ci-dessous qui permettront la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues.

Pour chacun des marchés autres que celui relatif au lot de gros œuvre, le délai de six (6) mois prévu à l'article 46.2.1 du CCAG-Travaux peut être majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- au lot gros oeuvre d'une part ;
- au lot considéré d'autre part.

L'OPC tiendra un registre journal de l'exécution des tâches décrites dans le planning d'exécution. Il fera un rapport détaillé d'exécution à chaque réunion de chantier et indiquera les retards constatés.

## **A - Contenu et présentation du Calendrier détaillé d'exécution des travaux**

Le calendrier détaillé d'exécution met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, la durée et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard en prenant en compte les délais d'approbation) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Ainsi, le calendrier détaillé d'exécution des travaux devra faire apparaître à minima certaines tâches auxquelles pourront être associées des jalons :

- le planning général détaillé des études, y compris dates de remise de chaque document d'exécution ;
- les dates et les délais d'approvisionnements, de fabrication en atelier et en usine ;
- les dates de production des échantillons, prototypes, locaux témoins, notices techniques et procès-verbaux d'agrément, avec délais d'approbation ;
- les dates prévisionnelles de demandes d'agrément et d'acceptation des sous-traitants, dans des délais conformes aux stipulations de l'article 4.7.7 du CCAP ;
- les tâches caractéristiques dont se compose chaque corps d'état, ainsi que les dates de début et de fin de travaux de chaque corps d'état ;
- les tâches caractéristiques de chaque intervenant réel sur le chantier, ainsi que les dates de début et de fin de prestations de chacun d'eux ;
- les enchaînements de l'ensemble des tâches avec les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt) ;
- le ou les chemins critiques de l'opération, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches ;
- les essais et les opérations préalables à la réception ;
- l'obtention des certifications ou attestations de conformité ;
- les dates de début et de fin de toute tâche complémentaire non listée ci-dessus, telle qu'elle résulte de la mise au point des programme et calendrier des travaux pendant la période de préparation du chantier.

Des sous calendriers détaillés seront également à produire par le titulaire pour des phases de travaux sensibles notamment les interventions sur l'existant, à proximité de locaux mitoyens maintenus en activité, en limite de

propriété, lors de mises à disposition partielle, lors des OPR, du passage de la commission de sécurité, de manière à anticiper les difficultés d'intervention et les interfaces entre les différents intervenants.

L'OPC aura à sa charge de compiler un calendrier détaillé d'exécution des travaux qui regroupera toutes les tâches par lots et corps d'état.

## **B - Dates jalons**

Le calendrier d'exécution détaillé par lot et par tâches principales, qui viendra remplacer le calendrier prévisionnel d'exécution joint en annexe 1, fera apparaître, un ensemble de jalons, qui constituera le chemin critique pour la bonne réalisation du projet. La liste des jalons, leur durée et leur point de départ y seront indiqués.

Le titulaire de chaque lot indiquera à l'OPC les tâches antécédentes déclenchant l'intervention possible du lot et, le cas échéant, des lots techniques, qui le concerne, pour optimisation du planning. Ces tâches deviendront un calendrier contractuel détaillé d'exécution des dates jalons.

Parmi tous ces jalons, il sera identifié des jalons principaux à respecter dits « pénalisables » qui pourront faire l'objet de l'application des dispositions prévues à l'article 4.8.4 du présent CCAP. Ces jalons « pénalisables » seront identifiés un tableau suivant et devront figurer dans le calendrier détaillé d'exécution.

NOTA :

Le délai imparti au MOE pour viser les études d'exécution des entreprises est de 15 jours à compter de la date de réception par le MOE des documents.

Pour la mise en service des Systèmes de Sécurité Incendie toutes zones :

- Les autocontrôles de toutes les zones en infrastructure et superstructure seront diffusés.
- Les essais du coordinateur SSI et du Bureau de contrôle seront achevés, et sans réserve bloquante pour la tenue de la commission de sécurité.
- Le SSI ne présentera aucun défaut de ligne, aucun défaut de position, d'attente et la mise en sécurité de l'ensemble des fonctions ne générera aucun défaut de position de sécurité.

La maîtrise d'œuvre se garde la possibilité, en cours d'exécution et par ordre de service :

- d'ajouter de nouvelles dates jalons liées au déroulement des études et/ou des travaux qui pourraient porter sur les interfaces entre lots, et ce dans la limite de 4 jalons supplémentaires par lot ;
- de modifier les échéances des dates jalons, dans la limites de +/- 1 mois.

Ces ajouts ou modifications ne pourront toutefois être apportés que s'ils sont notifiés au moins 4 mois avant la nouvelle échéance fixée.

Ces dates jalons sont assorties des pénalités prévues à l'article 4.8.4 du CCAP. La maîtrise d'œuvre et l'OPC assurent le suivi et le respect de ces dates jalons. Un jalon est considéré atteint à compter de leur réception VSO (Visa Sans Observations).

## **4.6. Suivi des calendriers**

Le suivi des calendriers sera effectué par le maître d'œuvre systématiquement toutes les semaines et en permanence avec l'O.P.C.

De plus, le constat d'avancement du chantier se fera chaque semaine. Pour cela, le titulaire remettra à une échéance fixe qui sera déterminée pendant la période de préparation de chantier, deux exemplaires de la feuille hebdomadaire sur laquelle il sera porté pour la semaine écoulée :

- les avances ou retards constatés,
- les motifs des retards,
- les prévisions de rattrapage,
- les journées d'intempéries.

En cas de retard du titulaire de tâches sur le chemin critique, donc sans marge libre et décalant le délai global de livraison, le maître d'œuvre pourra à tout moment lui prescrire de définir dans le délai de 7 jours les moyens exceptionnels à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

A défaut par le titulaire d'avoir satisfait à la demande du maître d'œuvre dans le délai susvisé, celui-ci pourra lui notifier un calendrier de rattrapage.

Dans les deux cas, le titulaire devra examiner en conséquence l'organisation de ses travaux. Les conséquences de ce remaniement seront aux frais du titulaire.

Les difficultés qu'il pourra rencontrer pour effectuer ce remaniement ne pourront, en aucun cas, justifier une demande de prolongation des délais, ni l'autoriser à présenter une réclamation basée sur ce chef.

#### **4.7. Prolongation des délais d'exécution**

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens de l'article 18.2.3 (premier alinéa) du CCAG-Travaux est fixé forfaitairement à 30 jours.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limitées ci-après :

- Précipitations journalières supérieures ou égales à 12 mm ;
- Températures moyennes de la journée inférieures à -3° C ;
- Températures moyennes de la journée supérieures au niveau orange ou rouge canicule.

Phénomènes constatés à Amiens, à la double condition que :

- Ces phénomènes aient une influence directe sur le déroulement des travaux
- Les jours ainsi décomptés viennent en excédent des jours d'intempéries réputés prévisibles.

#### **4.8. Pénalités**

Toutes les pénalités issues des articles 4.9.1 à 4.9.14 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables

##### **4.8.1. Généralités**

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG-Travaux, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, l'OPC ou le CSPS du retard par rapport notamment :

- aux délais d'exécution ;
- aux dates d'exécution, notifiées par Ordre de Service et relatives à des tâches ponctuelles d'études d'exécution ;
- aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- aux dates et heures de rendez-vous de chantier ;
- aux dates fixées pour la remise de documents.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G-Travaux.

L'application des pénalités ou retenues de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités fixées ci-dessous.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant des pénalités de retard est plafonné à **20%** du montant total hors taxes du marché ou de la tranche considérée.

#### 4.8.2. Pénalités pour retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents

En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des pièces prévues aux articles 4.2, 4.3, 4.5 du présent CCAP, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard et par document est fixé à : **500 € HT**.

#### 4.8.3. Pénalités en fin de travaux

En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux il sera fait application des dispositions de l'article 19.2 du C.C.A.G.-Travaux.

#### 4.8.4. Retenues intermédiaires et pénalités définitives

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, des retenues intermédiaires pourront être appliquées en cas de retard dans l'exécution des tâches critiques figurant au calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4.5 du présent CCAP ou de tâches devenues critiques, sur simple constatation par le maître d'œuvre.

Le montant H.T. de la retenue journalière intermédiaire sera de : **M/3000**, avec M égal au montant H.T. global du marché.

Cette constatation est consignée dans le procès-verbal de chantier.

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- ou le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- ou le titulaire - bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai - a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

#### 4.8.5. Respect des Consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène – Gestion des déchets

Tout manquement ou infraction aux dispositions décrites au PGCSPPS, PGC, au CCAP et au CCAG-Travaux entraînera l'application :

- d'une pénalité de **800 € HT** par manquement aux consignes de sécurité-sureté constaté par le CSPPS, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ;

- d'une pénalité de **800** € HT pour non-respect d'un arrêt de chantier, partiel ou total, décidé par le Maître d'Ouvrage
- d'une pénalité journalière de **200** € HT pour tout manquement aux consignes et prescriptions en termes d'hygiène constaté par le CSPS, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ;
- d'une pénalité journalière de **400** € HT pour tout manquement en termes de gestion des déchets, de maintien de propreté du site constaté par le CSPS, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ; Le non-respect des consignes d'identification des ouvriers (port du badge et/ou d'une tenue au logo de l'entreprise), entraînera l'application d'une pénalité de **50** € HT par constat du CSPS, du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre ;

#### 4.8.6. Lutte contre le travail dissimulé

Le montant de la pénalité correspondra au montant de l'amende maximale encourue en application du code du travail pour le fait suivant :

- En cas de manquement du Titulaire à la réglementation relative au travail illégal définie à l'article L.8211-1 1°), 2°), 3°) et 4°) du code du travail, par infraction constatée
- Découverte d'un sous-traitant non déclaré ou en cas de non-respect des dispositions législatives ou réglementaires sur la sous-traitance : **2 000** € HT par infraction constatée.

#### 4.8.7. Retard et absence aux réunions de chantier, rendez-vous de chantier réunion de coordination

Conformément à l'article 8.6 du présent CCAP l'absence ou le retard aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité de **500** € HT par heure de retard constaté et **500** € HT par absence constatée (il est précisé que la présence d'une personne n'ayant pas de pouvoir de décision sera considérée comme une absence du titulaire).

#### 4.8.8. Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage

Conformément à l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG –Travaux, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **500** € HT par jour de retard.

#### 4.8.9. Production des documents visés aux articles D.8222-5 et 7 du Code du travail

Sur demande écrite du représentant du maître d'ouvrage, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 8.12 du présent CCAP (articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité journalière de **500** € HT sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du maître d'ouvrage aura fixé dans son courrier.

#### 4.8.10. Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale

Conformément à l'article 9.9.1 du présent CCAP, le titulaire est tenu de justifier :

- qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître

d'ouvrage et le représentant du maître d'ouvrage du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché ;

- qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil, et présenter l'attestation d'assurance correspondante.

Les attestations produites devront être conformes aux dispositions de l'article 9.9.1 du présent CCAP.

Le délai de communication des attestations d'assurances par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **500** € HT par jour de retard.

#### 4.8.11. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations du chantier et à la remise en état des lieux (postes de travail et aires de chantier).

Conformément à l'article 37.1 du C.C.A.G.-Travaux, les matériels et matériaux sans emploi seront dégagés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, ces prestations seront exécutées aux frais du titulaire sans préjudice de l'application de la pénalité définitive fixée à l'article 4.8.3 du présent C.C.A.P.

#### 4.8.12. Délais et retard dans la remise des documents fournis après exécution

En application de l'article 40 du C.C.A.G. - Travaux, en cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, le titulaire encourt la pénalité de **500** € HT par jour de retard.

Des retenues intermédiaires pourront être appliquées.

#### 4.8.13. Retard dans la levée des réserves à la réception

En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, le titulaire la pénalité de 70 € HT par jour de retard par réserve non levée.

#### 4.8.14. Pénalités relatives à la Garantie de Parfait Achèvement

Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un désordre touchant à la sûreté et au bon fonctionnement du bâtiment (en particulier alarmes, contrôles d'accès, confort thermique) : **500** € HT par jour de retard et par désordre ;

Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un autre désordre relevant de la GPA : **500** € HT par jour de retard et par désordre.

### 4.9. Réfections pour imperfections techniques

En attente d'un accord entre le représentant du maître d'ouvrage et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-Travaux feront l'objet d'une réfection provisoire de **50%** du

montant hors taxes des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix forfaitaire et des sous-détails des prix.

#### **4.10. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **200** euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **100** euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

#### **4.11. Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire**

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

### **Article 5. Clauses de financement et de sûreté**

---

#### **5.1. Garanties exigées du titulaire**

Le présent marché prévoit une retenue de garantie d'un montant de 5% à la charge du titulaire.

Cette garantie sera constituée selon les conditions fixées aux articles L. 2191-7 et R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique.

#### **5.2. Avance**

En application de l'option B du CCAG, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le maître d'œuvre du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme un marché distinct.

### **Article 6. Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits - Échantillons - Propriété industrielle et commerciale.**

---

#### **6.1. Provenance des matériaux et produits**

Les C.C.T.P. fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les autres pièces du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G.-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité et l'accord préalable du maître d'œuvre, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage et le maître d'œuvre disposent d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

## **6.2. Caractéristiques - Qualités - Vérifications - Essais et épreuves des matériaux et produits**

### **6.2.1. Complément de contrôles**

En complément des contrôles usuels et normalisés, le titulaire procédera aux contrôles et vérifications définis ci-après, en cohérence avec les procédures du contrôle qualité prévu au présent C.C.A.P.

### **6.2.2. Compléments et dérogations apportées par le C.C.T.P.**

Les C.C.T.P. définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG - TRAVAUX (notamment, les articles 23, 24 et 25) et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et les qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser pour les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Les vérifications de qualité seront assurées par un organisme notoirement connu, que le titulaire proposera à l'agrément du maître d'œuvre.

En particulier, les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Les frais de ces vérifications sont à la charge du titulaire quel que soient leurs résultats.

### **6.2.3. Surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire**

Les C.C.T.P. précisent les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance seront assurées par un organisme notoirement connu que le titulaire proposera à l'agrément du maître d'œuvre. Les frais de ces vérifications et surveillances sont à la charge du titulaire.

### **6.2.4. Exécution des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché**

Par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G.-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Si le résultat de ces essais et vérifications démontre une non-conformité de l'ouvrage, le titulaire en supporte le coût.



Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage en supporte le coût.

Dans tous les cas, la fourniture des matériaux nécessaires pour les essais, reste à la charge et aux frais du titulaire. Ils ne feront donc pas l'objet de rémunération de la part du maître d'ouvrage.

### **6.3. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine**

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il est devenu propriétaire des matériels ou éléments de matériels pris en compte et qu'il les a effectivement payés, le titulaire pourra faire figurer dans un projet de décompte :

- pour les éléments de matériels approvisionnés en usine, **30%** de la valeur fourniture des matériels correspondants;
- pour les matériels et éléments d'ouvrage dont la fabrication en usine est terminée, **30%** de la valeur « fournitures ».

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété (copie des factures avec nom des fournisseurs, nature des approvisionnements, montants, date, mode de règlement).

Les matériaux ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Le montant pris en compte dans le projet de décompte sera établi sur la base du montant des factures correspondantes.

### **6.4. Échantillons, prototypes et pièces de rechange, bons de commande des titulaires, propriété industrielle et commerciale**

#### **6.4.1. Échantillons**

Dans l'hypothèse où le CCTP le prévoit, les prescriptions suivantes sont applicables :

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés aux C.C.T.P.

Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque les C.C.T.P. prévoient des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire avec les matériaux de référence prescrits aux C.C.T.P. appartiendra au maître d'œuvre.

En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence eux-mêmes.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées par l'O.P.C. et le maître d'œuvre pour permettre le respect des dates fixées au calendrier.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés à l'article 4.8.3 du présent CCAP.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés.

#### 6.4.2. Prototypes

Dans l'hypothèse où le CCTP le prévoit, les prescriptions suivantes sont applicables :

Les prototypes prévus au C.C.T.P. feront l'objet d'un agrément du maître d'œuvre, après quoi ils ne pourront plus être modifiés.

Ils seront conservés sur le chantier dans un lieu arrêté en accord avec le maître d'œuvre, et ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans l'ouvrage.

Le coût des prototypes est réputé inclus dans le montant du prix global et forfaitaire du marché concerné.

Le titulaire les évacue à la demande du représentant du maître d'ouvrage.

#### 6.4.3. Pièces de rechange

Dans l'hypothèse où le C.C.T.P. le prévoit, les prescriptions suivantes sont applicables :

L'option pièces de rechange sera notifiée au titulaire par ordre de service accompagné de la décision du représentant du maître d'ouvrage. Cette décision pourra intervenir à n'importe quel moment pendant la durée du marché. Il précisera le lieu de stockage, ainsi que les dates et heures possibles de livraison.

Les pièces de rechange seront emballées en vue d'un stockage de longue durée. Chaque colis comprendra des pièces de même nature avec mention lisible sur l'emballage des pièces contenues dans le colis.

Le titulaire fournira également un état récapitulatif des différents colis avec mention de chaque pièce livrée.

Le titulaire acheminera les pièces jusqu'au local de stockage spécifié dans l'ordre de service.

Les opérations de vérifications et de réception seront effectuées dans le local de stockage. Le titulaire est donc responsable de toute dégradation intervenant lors de l'acheminement des colis.

#### 6.4.4. Bons de commande des titulaires

Sur simple demande du maître d'œuvre, le titulaire lui transmettra les bons de commande détaillés de fournitures entrant dans les ouvrages de son lot.

#### 6.4.5. Propriété industrielle et commerciale CCAG

Conformément aux dispositions fixées à l'article 45.2 du C.C.A.G - Travaux et par dérogation à l'article 45.1, le titulaire prendra en charge les éventuels frais et redevances pour l'utilisation des brevets, licences, dessins et modèles, marque de fabrique ou de commerce qu'il serait amené à utiliser même s'ils lui sont imposés dans son marché.

Les plans, documents techniques, prototypes et échantillons remis par le maître d'ouvrage et par le maître d'œuvre au titulaire du marché sont et restent la propriété exclusive du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur et doivent être restitués au représentant du maître d'ouvrage après exécution du marché.

De convention expresse, l'ensemble des études, les projets, plans, devis, documents techniques divers, logiciels et résultats brevetables ou non résultant de l'exécution du marché sont la propriété pleine et entière du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur qui peuvent les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire

puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article 3 du présent C.C.A.P. couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire du marché et / ou les inventeurs peuvent se prévaloir notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

En conséquence, les études, plans, projets etc. ne peuvent être utilisés par le titulaire du marché pour son propre usage, ni être recopiés, reproduits ou communiqués à des tiers, sans l'autorisation préalable et écrite du représentant du maître d'ouvrage.

En cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire du marché en avisera immédiatement le représentant du maître d'ouvrage.

## **Article 7. Implantation des ouvrages**

---

Le titulaire a la responsabilité des ouvrages à exécuter dans le cadre de son marché et prend en charge les frais correspondants à leur implantation.

Le maître d'œuvre fournira un système de repérages de base à partir duquel le titulaire implantera ses ouvrages.

### **7.1. Piquetage général et implantation**

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG-Travaux, le piquetage général sera à effectuer par le titulaire du lot de gros œuvre. Il sera à sa charge et son montant est réputé inclus dans les prix de son marché.

A cette fin, le titulaire de ce lot devra concevoir et mettre en œuvre un système de repérage cohérent entre chaque niveau.

Le titulaire devra en outre s'assurer du maintien et de l'adaptation du piquetage pendant toute la durée du chantier.

### **7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

En complément de l'article 27.3.1 du CCAG, il est précisé que le piquetage et le repérage des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que galeries ou canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est à effectuer par le titulaire en charge du lot qui comporte les prestations de piquetage.

### **7.3. Repérages et conformité des existants**

Le repère de base de nivellement sera fourni par le maître d'œuvre aux titulaires de chacun des lots.

### **7.4. Repères d'implantation et de nivellement**

Par dérogation aux articles 27.3.3 et 38 du C.C.A.G-Travaux, en cas de contestation entre deux ou plusieurs titulaires de lot sur les tracés de nivellement et implantation, un contrôle sera effectué à l'initiative du maître d'œuvre par un géomètre extérieur au chantier. Les honoraires de ces interventions de contrôles seront à la charge du titulaire fautif.

## **Article 8. Connaissance du site - Plan exécution - Coordination de chantier - Contraintes de site - Responsabilité - Secret professionnel – Travail Dissimulé**

---

### **8.1. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à exécution des travaux - vérification préalable.**

Le titulaire est réputé avoir avant la remise de son offre :

- Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.)
- Contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service des Ponts et Chaussées, Services Municipaux, Service des Eaux, Gaz de France, Électricité, Télécom, etc...).

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

### **8.2. Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail seront établis par le titulaire. Ce dernier soumettra l'ensemble de ces documents au visa du maître d'œuvre et à l'avis du contrôleur technique dans les conditions indiquées ci-après.

#### **8.2.1. Généralités**

Comme indiqué à l'article 29 du CCAG - TRAVAUX, les plans d'exécution des ouvrages aux échelles précisées dans le C.C.T.P., les spécifications techniques détaillées, les notes de calcul et notes techniques, et tous documents complémentaires à ceux du marché, nécessaires à la réalisation des ouvrages, seront dus et établis par les titulaires et soumis, après avis du contrôleur technique, à l'approbation du maître d'œuvre, avant toute exécution.

Ils devront être remis au représentant du maître d'ouvrage sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » pour les plans.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG-Travaux, tous les documents, plans, notes de calculs, visés au présent article seront remis par format électronique. Une maquette BIM sera produite sur REVIT par la maîtrise d'œuvre pendant la conception. La plateforme AUTODESK DOCS sera utilisée pendant toute l'opération pour partager les documents.

Pendant la phase travaux, il est prévu de continuer à utiliser cette plateforme pour la gestion électronique des documents et l'émission des VISA et autres actes du chantier jusqu'à la validation des DOE. Les EXE (plans et coupes, ...), la mission VISA et la synthèse seront réalisées en 2D.

Pour information, une maquette numérique à jour sera remise au maître d'ouvrage en fin d'opération par la maîtrise d'œuvre. La MOE-MOA mettra à disposition une GED, AUTODESK DOCS, pour la gestion, le contrôle et le suivi électronique des documents.

Les titulaires de chacun des lots doivent également la justification, soit par le calcul, soit par essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux, en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée ou lorsqu'une conformité aux normes NF S 61-931 et suivantes est requise.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces validations, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

En complément de l'article 29.1.3 du CCAG-Travaux, il est précisé que le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa et/ ou avis apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et / ou les contrôleurs techniques, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Autres obligations du titulaire :

- Signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans ;
- Solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis ;
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par les titulaires des autres lots, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans ;
- Respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par l'O.P.C.

Les documents établis par le titulaire ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le planning des études et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

### 8.2.2. Élaboration des plans d'exécution

Les titulaires de chacun des lots élaborent les plans d'exécution et le cas échéant les plans d'atelier et de chantier de ses propres ouvrages.

Les plans d'exécution du titulaire devront être élaborés en concordance avec les plans de synthèse, de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique aux échéances fixées par le calendrier d'exécution des études et travaux.

Les documents (pièces graphiques et pièces écrites) établis par le titulaire porteront un cartouche conforme au modèle fourni.

Les entreprises devront également se conformer à la charte d'organisation de la synthèse qui sera transmises ultérieurement et joint en annexe au présent CCAP par avenant.

### 8.2.3. Annexes aux plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- des notices explicatives et justificatives,
- des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés, notamment des P.V. d'essais,
- des méthodes d'essais éventuels,
- du mode d'exécution et phasage,
- de la nomenclature des composants,
- des avant-métrés.

### 8.2.4. Synthèse des plans

Le titulaire se conformera aux dispositions à la charte d'organisation de la synthèse qui sera transmises ultérieurement et joint en annexe au présent CCAP par avenant et portant sur l'organisation et le fonctionnement de la cellule de synthèse.

### 8.2.5. Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées. Les symboles et notations seront conformes à la norme ISO 80000-1:2022.

A défaut de règles fixées par le C.C.T.G ou de normes, toute formule utilisée devra être justifiée soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le maître d'œuvre pourra exiger la fourniture des dites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, le titulaire devra fournir :

- la description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme utilisé,
- la liste des données,
- la liste des résultats,
- une note expliquant et commentant les résultats.

## 8.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation

Pour l'application de l'article 6 du CCAG -Travaux, le titulaire est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du travail dont dépend le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés en-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

## 8.4. Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers

### 8.4.1. Plan d'hygiène et de sécurité

Le titulaire soumettra au maître d'œuvre, au représentant du maître d'ouvrage et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre pour ses installations de chantier.

Le maître d'œuvre et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé se réservent un droit de contrôle préalable sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

Dans l'enceinte du chantier, les dépôts provisoires de matériaux devront recevoir préalablement l'accord du maître d'œuvre pour leur emplacement et leur durée.

Les déblais ne pourront être stockés ; ils devront faire l'objet d'un enlèvement journalier.

Le contrôle et le suivi des déchets seront réalisés dans les conditions fixées par l'article 36 du CCAG-Travaux et le respect de la réglementation.

### 8.4.2. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Les mesures ci-après concernant l'Hygiène et la Sécurité sont à prendre par le titulaire :

#### 8.4.2.1. Locaux du personnel

Un cantonnement sera mis à la disposition des titulaires de chacun des lots par l'association des dépenses communes. Aucune autre construction ne sera acceptée sur le site.

La location, les charges et l'entretien de ce cantonnement sont à la charge du compte des dépenses communes.

#### 8.4.2.2. Dispositions générales de chantier

Le chantier est soumis aux dispositions **des articles L4531-1 et suivants du code du travail ainsi qu'aux articles. R. 4532-1 et suivants du même code concernant la sécurité et la santé des travailleurs.**

Par ailleurs, il est rappelé que les travailleurs indépendants intervenant sur le chantier sont tenus de se soumettre aux prescriptions réglementaires résultant des dispositions des articles R4535-1 et suivants et R4321-1 et suivants du code du travail.

### 8.4.3. Mission du coordonnateur-sécurité :

Le coordonnateur a pour mission de veiller à l'application des principes généraux de prévention énoncés aux articles L. 4121-1 à -5, L. 4522-1 et L. 4612-9 du Code du travail. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier. Sa mission concerne la phase étude et travaux.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du code du travail, à chacun des participants à l'opération, et notamment celle du titulaire et le cas échéant, de ses cotraitants et sous-traitants.

Le titulaire doit permettre au coordonnateur d'exercer sa mission telle que définie par les dispositions fixées par les articles L. 4532-1 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

Le coordonnateur a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, il est présent sur le chantier dans les conditions fixées par le représentant du maître d'ouvrage. Le coordonnateur organise, avec le maître d'œuvre et avec les titulaires de chacun des lots les relations qui sont nécessaires à l'exercice de sa mission. Il assiste à toutes les réunions de chantier. Le titulaire transmet au coordonnateur toutes les remarques de la maîtrise d'œuvre et les observations des organismes concernant la sécurité et la protection des travailleurs

Il est fait application de l'article 31.4 du CCAG Travaux. Le CSPS intervient en tant qu'autorité compétente au sens du premier alinéa de l'article 31.4.1.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du PGC ou des P.P.S.P.S. peut justifier l'ajournement total ou partiel des travaux, sans préjudice des dispositions ci-dessus. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre

Le respect de ces dispositions s'impose également au sous-traitant.

#### 8.4.4. Obligations du titulaire :

En application des dispositions susvisées, le titulaire est tenu d'établir le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) avant tout commencement d'exécution des travaux et, le cas échéant, de participer au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) suivant les stipulations du Plan général de coordination en matière de santé et de sécurité qui sera transmis ultérieurement et joint en annexe du présent C.C.A.P. par avenant.

#### 8.4.5. Incendie

Le titulaire sera tenu d'assurer la sécurité incendie du chantier durant toutes les phases de travaux. Les points suivants feront l'objet d'une attention particulière :

- Eviter le départ du feu
- Permettre l'évacuation du personnel
- Limiter la propagation du feu
- Faciliter l'intervention des services de secours

Les dispositions suivantes devront faire l'objet d'une attention particulière :

- Eviter le départ du feu
  - Prévision d'un organe de coupure général du chantier.
  - Proposition d'enchaînement des tâches qui tiennent compte du risque incendie.
  - Prévision des mesures empêchant les intrusions dans la zone chantier.
- Permettre l'évacuation du personnel
  - Maintien durant toute la durée du chantier des dégagements nécessaires à l'évacuation du personnel.
- Limiter la propagation du feu
  - Prévision des isolements au feu nécessaire (implantation avec distances suffisantes et/ou matériaux coupe -feu) pour éviter la transmission du feu au bâtiment avoisinants.
  - Prévision des isolements au feu nécessaire (implantation avec distances suffisantes et/ou matériaux coupe -feu) pour les cantonnements et les lieux de stockage).
  - Mise en place d'un compartimentage coupe-feu des zones à risque en tant que besoin
  - Mise en place des matériels d'extinction et des dispositifs de détection nécessaires.
  - Organisation de rondes de surveillances.
- Faciliter l'intervention des services de secours



- Maintien durant toute la durée du chantier des possibilités d'accès des services de secours depuis la voie publique jusqu'à l'intérieur de l'enceinte chantier.

#### 8.4.6. Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier

Le titulaire prendra toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectuera en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Au cas où il ne procéderait pas en temps utile au nettoyage demandé par le représentant du maître d'œuvre sur le chantier, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire procéder à ce nettoyage, par l'entreprise de son choix, aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable conformément à l'article 31.4.4 du C.C.A.G-Travaux.

Les sommes correspondantes étant retenues sur le premier décompte mensuel suivant. Cette possibilité que se réserve le maître d'œuvre est réputée n'atténuer en rien la responsabilité du titulaire vis-à-vis de l'ouvrage public ou aux usagers de la voie publique.

Le titulaire devra s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux voies d'accès.

#### 8.4.7. Nettoyage de chantier

Le nettoyage quotidien du chantier et l'évacuation des gravois au fur et à mesure sont une obligation contractuelle pour tous les intervenants sur site.

Il conviendra de respecter la charte chantier propre et faibles nuisances qui sera annexée durant la consultation.

A la fin de ses travaux d'installation, le titulaire exécutera un nettoyage général de sa zone d'intervention avec les moyens les mieux appropriés. Le nettoyage comprend l'enlèvement des taches, le balayage et l'évacuation des déchets et des protections diverses.

Les produits employés et les procédés mis en œuvre doivent être appropriés pour ne pas altérer les matières ou leurs parements. L'entreprise doit prendre soins de se référer aux prescriptions, notices techniques et nature des matériaux mis en œuvre, auprès des fabricants et/ou entreprises.

Il doit être prévu un nettoyage parfait (Méthode du chiffon humide) de toutes les parties métalliques de son installation, de façon à présenter un travail exempt de critique lors de la réception des travaux. Aucune présence de poussière ne pourra être acceptée en fin de chantier de toutes les parties apparentes.

#### 8.4.8. Interdictions momentanées

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents.

La police pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier et d'y placer ses agents à l'occasion de visites officielles. Elle pourra prescrire le déplacement de matériel ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

Par ailleurs, un dispositif de mesure des vibrations pourra être mis en place, assorti d'un seuil d'alerte.

#### 8.4.9. Obligations, règlements et sécurité, comportement du personnel

##### 8.4.9.1. Obligations, règlements et sécurité

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du pilote les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

Le titulaire du marché est tenu de se conformer strictement aux prescriptions impératives suivantes :

- les ouvriers des titulaires de chacun des lots travaillant sur la zone du chantier devront présenter au gardien de chantier leur carte de circulation chaque matin, à la prise de travail.
- La carte de circulation est délivrée sur demande expresse du titulaire au représentant du maître d'ouvrage : elle devra être restituée au départ du titulaire intervenant.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

##### 8.4.9.2. Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du chantier. Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer sur l'ensemble du chantier sans exception.
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit :

- Être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient en application de l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux ;
- Être muni d'un badge défini dans les conditions du PGCSPPS pour le contrôle d'accès.

Le titulaire est, en outre, tenu de se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du CCAG-Travaux relatives à l'identification et à l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier.

Le titulaire est tenu de produire cet enregistrement aux personnes visées à l'article 31.5.3 du CCAG-Travaux dans un délai de 7 jours.

Tout manquement à ces dispositions entraînera l'application d'une pénalité visée à l'article 4.8.5 du présent CCAP.

##### 8.4.9.3. Permis feu

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, le titulaire doit remplir un permis feu fourni par le CSPS.

#### 8.4.10. Éclairage et gardiennage

Le titulaire devra éclairer ses zones de travail. Tout éclairage utile au bon déroulement des travaux et à la sécurité sera fourni et entretenu par le titulaire du marché.

L'éclairage des circulations générales du chantier est à la charge du compte pro-rata.

Le titulaire du lot de gros œuvre devra s'assurer que le chantier est bien clos et indépendant et verrouillé en dehors des heures de travail.

#### 8.4.11. Panneaux de chantier

Le panneau de chantier sera fourni, posé et entretenu par le titulaire du lot de gros œuvre. La maquette du panneau est fournie par la maîtrise d'ouvrage.

#### 8.4.12. Signalisation du chantier

Les intervenants se conformeront à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, ainsi qu'au PGCSPS et aux consignes du CSPS.

#### 8.4.13. Photos de chantier

Pendant toute la durée du chantier, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux titulaires de fournir des relevés photographiques en fonction du programme défini en cours d'opération et de l'avancement du chantier. Afin de visualiser l'avancement des travaux des reportages photographiques en cours de chantier sont demandés aux titulaires.

Ces prestations seront cédées à titre gratuit au maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur et seront libres de tout droit d'exploitation (droits de représentation et droits de reproduction).

Elles devront être transmises au centre de documentation du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur qui pourra les utiliser pour sa communication sur tous supports connus ou inconnus à ce jour.

#### 8.4.14. Fin de chantier

Outre le nettoyage de chantier et la remise en état des emplacements des installations, le titulaire devra veiller au nettoyage définitif des surfaces terminées avant réception (notamment nettoyage des surfaces peintes, tentures.). Afin d'assurer ces nettoyages, le pilote coordonnera l'intervention des titulaires de chacun des lots et s'il y a lieu fera appel à une entreprise spécialisée de nettoyage qui interviendra simultanément avec les équipes de finition, les frais d'intervention étant pris en charge dans le cadre des dépenses communes de chantier.

### 8.5. Démarches et autorisations administratives

L'opération est classée :

- Code du travail : Plus de 50 personnes fortement exposées au risque incendie ;
- ERP 5ème catégorie avec activité de type R et S ;
- ICPE – Rubrique 1530. Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues (enregistrement)
- ICPE – rubrique 1450. Stockage ou emploi de solides inflammables (déclaration)
- ICPE – rubrique 2910. Combustion (déclaration).

Le représentant du maître d'ouvrage fait son affaire de l'obtention et de la délivrance au titulaire des permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet des marchés.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire aura à sa charge, outre la constitution des dossiers relatifs aux autorisations d'occupations temporaires en surface ou en tréfonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées, ainsi que l'obtention de ces autorisations.

Il aura à sa charge le paiement des taxes, frais et redevances afférentes à ces autorisations.

Le représentant du maître d'ouvrage doit être tenu régulièrement informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune de ces demandes d'autorisation, de manière à assister le titulaire autant que de besoin.

## **8.6. Réunion de chantier - Rendez-vous de chantier - Réunions de coordination**

Les dates et heures de rendez-vous de chantier seront fixées par le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage, le pilote ou le CSPS ainsi qu'à toutes les réunions de coordination ou d'y déléguer un agent ayant le pouvoir pour engager l'entreprise titulaire et donner sur le champ des ordres nécessaires aux agents de l'entreprise titulaire sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heure fixés par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage. Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par le représentant du maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre. La fréquence des rendez-vous de coordination est fixée selon les besoins.

La présence du titulaire aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et mention du fait est portée sur le cahier de chantier visé ci-après, et ce, sans préjudice des pénalités citées à l'article 4.8.7 du présent CCAP.

La liste des personnes devant représenter les titulaires de chacun des lots sera soumise, pendant la période de préparation, au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage pour agrément.

Le titulaire est responsable dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

Les frais de reproduction et la diffusion de comptes rendus des réunions précités, au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au bureau de contrôle, aux services et sociétés concessionnaires le cas échéant, et aux titulaires de chacun des lots, seront fixés dans la notice d'organisation de chantier qui sera transmise ultérieurement et joint en annexe au présent par avenant.

Les incidents de chantier seront formellement consignés sur le cahier de chantier.

## **8.7. Prise en charge du site, réception des supports**

Chacun des titulaires de lot devant intervenir dans un secteur déterminé du chantier devra faire préalablement à son intervention et en temps utile en présence du maître d'œuvre un état des lieux contradictoire. Cet état des lieux est fait à l'initiative du titulaire.

L'absence du titulaire implique que celui-ci a procédé à la prise en charge du site sans aucune réserve.

Toutes réclamations ultérieures autres que celles liées à des vices cachés, ne sont plus recevables.

## **8.8. Protection contre les nuisances**

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, le titulaire devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux-piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972, du 4 novembre 1975, du 10 décembre 1975, concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais et risques du titulaire.

## **8.9. Dégradations causées aux voies publiques**

En dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques seront à la charge des titulaires des lots responsables.

## **8.10. Responsabilité des ouvrages**

Le titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pendant le chantier.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, titulaires des autres lots, etc.

## **8.11. Secret professionnel**

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de leur mission.

Ils ne pourront faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur.

Ils ne pourront pas communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire et le représentant du maître d'ouvrage s'engagent, chacun pour sa part, à ne divulguer aucune information confidentielle qui, émanant de l'autre partie, pourrait parvenir à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

## **8.12. Travail dissimulé**

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du maître d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

## Article 9. Contrôle - Réception des travaux - Remise de l'ouvrage - Garanties - Assurances

---

### 9.1. Contrôles

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

En plus des contrôles effectués par le maître d'œuvre, conformément à l'article 24.4 du CCAG-Travaux, les titulaires des différents lots techniques devront réaliser à leur charge les essais de fonctionnement de leurs installations (essais COPREC) et communiquer les procès-verbaux du type COPREC au représentant du maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au contrôleur technique pour avis.

#### 9.1.1. Contrôles des ouvrages et / ou parties d'ouvrages

Tous les contrôles des ouvrages et / ou parties d'ouvrages définis dans le marché (particulièrement les C.C.T.G. et les C.C.T.P.) sont à la charge exclusive du titulaire.

Ces contrôles seront exécutés par un Bureau de Contrôle ou un laboratoire notoirement compétent que le titulaire soumettra à l'agrément du maître d'œuvre.

##### 9.1.1.1. Essais et contrôles des ouvrages sous la responsabilité du titulaire

Le titulaire doit apporter au pouvoir adjudicateur ou à son représentant, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG-Travaux et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé. Il doit également fournir les études de détail et les descriptifs prévus à l'article 9.2.2 du présent CCAP.

En complément de l'article 24 du CCAG-Travaux, il sera procédé, sous la direction du contrôleur technique désigné par le pouvoir adjudicateur, et avant réception, aux essais et vérifications figurant dans le document technique COPREC, approuvé par les assureurs (document n°1), ou équivalent émis par l'Agence Qualité Construction (AQC). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux faisant l'objet du « document technique COPREC n°2 » ou équivalent émis par l'AQC. Sous la direction du contrôleur technique désigné par le pouvoir adjudicateur, il sera également procédé à la vérification initiale des installations électriques conformément aux dispositions du règlement de sécurité et du code du travail.

L'ensemble des tests, essais ou vérifications fera l'objet d'un rapport rédigé par le titulaire et remis au pouvoir adjudicateur ou à son représentant en vue d'une validation contradictoire du résultat obtenu. Ce rapport devra comporter le protocole des essais, les fiches d'autocontrôle du titulaire et précisera les performances contractuelles et les performances constatées. Il comportera également, le cas échéant, l'ensemble des plans, documents, note de calcul, documentations fournisseurs, notice d'exploitation et maintenance, certificat et rapport de mise en service, etc.

##### 9.1.1.2. Essais et contrôles des ouvrages à l'initiative du pouvoir adjudicateur

En concertation entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou son représentant, il pourra être procédé, avant réception, à des essais spécifiques.

Des essais dynamiques seront à réaliser par le titulaire : tests d'utilisation simultanée de matériel, tests d'occupation simultanée des locaux, etc.

La liste de ces tests sera proposée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et ces tests seront effectués dans le cadre des opérations décrites à l'article 9.2.1. Le titulaire prendra à sa charge la fourniture des moyens humains et matériels nécessaires à leur mise en œuvre.

### 9.1.2. Contrôle en usine ou en atelier

Le maître d'œuvre peut se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières du titulaire et de ses fournisseurs pour d'éventuelles opérations de vérification et d'essais des matières premières avant usinage, de contrôle de la fabrication et d'exécution des fournitures destinées aux travaux du marché.

Les diligences nécessaires pour permettre cette représentation auprès des fournisseurs incombent au titulaire.

Le fait que le maître d'œuvre n'utilise pas de cette faculté ne dégage en rien le titulaire des responsabilités découlant de ses obligations d'autocontrôle de la qualité des matériaux qu'il emploie.

### 9.1.3. Autocontrôle

Les dispositions relatives à l'autocontrôle sont définies dans les cahiers des clauses techniques particulières. Elles devront être strictement appliquées.

Le responsable de l'autocontrôle du titulaire pour le chantier devra être nommé pendant la période de préparation définie à l'article 4.2 du présent C.C.A.P.

Le titulaire diffuse les trames d'autocontrôles en amont de la réalisation de ceux-ci : selon délais indiqués dans le plan de commissionnement. Le titulaire diffuse les rapports d'autocontrôles réalisés maximum 3 jours après la date de réalisation des essais.

### 9.1.4. Essais fonctionnels

Le titulaire est responsable des essais fonctionnels sur l'ensemble des équipements techniques tels que définis dans les cahiers des prescriptions techniques et particulières et dans le plan de commissionnement.

Les protocoles d'essais fonctionnels doivent couvrir l'ensemble des séquences de régulation permettant d'assurer un fonctionnement conforme à l'analyse fonctionnelle. S'ils sont menés à partir d'une supervision, ils doivent être confortés avec une vérification visuelle au niveau de chaque équipement.

Les protocoles d'essais sont diffusés en amont de la tenue des essais selon les délais indiqués dans le plan de commissionnement. Les rapports d'essais sont diffusés maximum 3 jours après réalisation des essais.

### 9.1.5. Autres contrôles et essais

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Le règlement en sera assuré par le représentant du maître d'ouvrage si les résultats sont positifs, par le titulaire dans le cas contraire.

## 9.2. Réception des travaux

### 9.2.1. Opérations préalables à la réception des travaux

#### 9.2.1.1. Condition de démarrage des Opérations Préalables à la Réception (OPR)

Les opérations préalables à la réception (OPR) ne peuvent s'effectuer qu'après l'achèvement total des travaux, paramétrages et essais internes compris.

Le titulaire avise le maître d'œuvre et le pouvoir adjudicateur, par écrit, au plus tard deux mois avant la date d'achèvement prévisionnelle des travaux, de la date à laquelle ils estiment que les travaux seront achevés.

Un calendrier détaillé des OPR est alors établi et fait apparaître à minima les éléments suivants :

- Le planning détaillé de la fin des travaux ;
- La date prévisionnelle d'achèvement des travaux, incluant tous les essais et contrôles définis à l'article 9.1 ci-dessus ;
- La date prévisionnelle de démarrage des OPR, tenant compte des différentes échéances ;
- Les dates des contrôles de chacun des corps d'état réalisés par le maître d'œuvre ;
- Les dates des essais des équipements techniques conduits par le maître d'œuvre, avec la présence éventuelle du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le maître d'œuvre précise au titulaire la date à laquelle doivent commencer les opérations préalables à la réception. La durée prévisionnelle des OPR est évaluée à 2 semaines, en dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux.

#### 9.2.1.2. Déroulement des opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception sont menées sous la responsabilité du maître d'œuvre. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve la possibilité de participer à l'intégralité de ces opérations. Elles comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves, essais, tests et vérifications prévus par le présent marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au présent marché ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons et de la conformité des prestations aux prescriptions des pièces du présent marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation de la qualité de finition ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux, sauf à ce qu'après accord du pouvoir adjudicateur, il s'avère nécessaire de conserver certaines installations de chantier ;
- Le cas échéant, la participation à la visite de la commission de sécurité (ou tout autre autorité compétente pour décider de l'ouverture au public de l'ouvrage) préalablement saisie et les éventuels essais demandés par ses soins ; les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- La vérification de la documentation exploitation-maintenance.

Ces opérations préalables à la réception font l'objet d'un procès-verbal (basé sur un formulaire type EXE4), impérativement co-signé par le maître d'œuvre et le titulaire

Au vu du procès-verbal des OPR, le maître d'œuvre transmet dans un délai de 5 jours au pouvoir adjudicateur, un document (basé sur un formulaire type EXE5) indiquant s'il propose ou non la réception, et dans l'affirmative, les réserves dont il propose éventuellement d'assortir la réception. Dans ce cas, il annexe la liste consolidée, informatisée et numérotée des réserves à ce document, qui est co-signée par le maître d'œuvre et le titulaire.

#### 9.2.2. Réception

Toute prise de possession de l'ouvrage par le maître d'ouvrage doit être précédée de sa réception.



Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

Au vu du procès-verbal de fin des OPR visé à l'article précédent, de la proposition de réception du maître d'œuvre désigné, des réserves complémentaires éventuellement constatées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et du rapport final du contrôleur technique, le pouvoir adjudicateur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves, dans les conditions suivantes :

#### 9.2.2.1. Prononcé de la réception sans réserve

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, dans le cas où il prononce la réception, le pouvoir adjudicateur fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux et notifie sa décision au titulaire dans les 30 jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date de signature du procès-verbal de réception.

Il est précisé que dans ce cas, la période comprise entre la date d'achèvement des travaux et la date de prise d'effet de la réception ne pourra pas faire l'objet de la pénalité de retard prévue à l'article 4.8.3 du présent CCAP.

Le prononcé de la réception ne saurait être tacite.

#### 9.2.2.2. Réception avec réserves

Le pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la réception de l'ouvrage avec réserves s'il apparaît que titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons relevées dans le procès-verbal de fin des OPR.

La réception prend effet à la date de signature du procès-verbal de réception. Il est précisé que dans ce cas, la période comprise entre la date d'achèvement des travaux et la date de prise d'effet de la réception ne pourra pas faire l'objet de la pénalité de retard prévue à l'article 4.8.3 du présent CCAP.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique un délai raisonnable pour lever les réserves concernées. En l'absence d'un tel délai, les réserves doivent être levées au plus tard six mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où les travaux exigés du titulaire pour la levée des réserves ne seraient pas faits dans les délais prescrits, le pouvoir adjudicateur peut appliquer la pénalité prévue en cas de non levée des réserves prévues à l'article 4.8.13 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre décider de :

- Proposer une refaçon au titulaire lorsque celui-ci éprouve des difficultés à lever une ou plusieurs réserves ;
- Faire exécuter ces travaux aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse, Les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la date de décision d'exécution aux frais et risques (date d'attribution du marché de substitution).

#### 9.2.2.3. Réception sous réserves

Par dérogation aux articles 41.4 et 41.5 du CCAG travaux, dans le cas où certaines épreuves doivent encore être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

De même, s'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations.

Les épreuves et/ou prestations doivent être réalisées dans un délai qui n'excède pas trois mois, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

La constatation de l'exécution de ces épreuves et/ prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal de fin des OPR.

Dans le cas où les épreuves et/ou travaux exigés du Titulaire ne seraient pas faits dans les délais prescrits, le pouvoir adjudicateur peut appliquer la pénalité prévue à l'article 4.8.13 du présent CCAP.

Dans le cas où les épreuves et/ou travaux exigés du titulaire ne seraient pas faits dans un nouveau délai de 3 mois à compter de l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent, le pouvoir adjudicateur peut décider de :

- Reporter la réception, pour l'ensemble des prestations de l'ouvrage ou de la partie ou des parties de l'ouvrage concernées, le cas échéant ;
- Faire exécuter ces épreuves et/ou travaux aux frais et risques du titulaire puis confirmer la réception ;
- Proposer au titulaire une réfaction sur les prix puis confirmer la réception.

Si le titulaire refuse la réfaction, le pouvoir adjudicateur décidera de rapporter la réception ou de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### 9.2.2.4. Réfaction

Si tout ou partie de l'ouvrage n'est pas entièrement conforme aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation de l'ouvrage, le pouvoir adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des travaux estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur la réfaction. S'il accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve sur ces points ;

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

#### 9.2.2.5. Refus de réceptionner

Au vu du procès-verbal de fin des OPR, le pouvoir adjudicateur peut décider de refuser la réception. Sa décision doit être motivée.

Dans ce cas, les parties se rencontrent obligatoirement dans les 5 jours afin d'envisager ensemble les solutions permettant l'adoption d'une décision de réception avec ou sans réserve le cas échéant.

#### 9.2.3. Levées de réserves

Le délai fixé pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et / ou constatés pendant le délai de garantie est notifié au titulaire.

#### 9.2.4. Mission du contrôleur technique lors des réceptions - Installations techniques

Les titulaires de chacun des lots concernés ont à leur charge les essais et la fourniture des documents, ainsi que la mise à disposition des personnels, matériels, fournitures et produits consommables nécessaires aux vérifications du maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

### 9.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, une réception partielle pourra être prononcée pour les ouvrages dont le maître d'ouvrage désire prendre possession anticipée. Dans ce cas et par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé d'un délai correspondant à l'écart entre la réception partielle et la réception définitive.

### 9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

La mise à disposition du maître d'ouvrage ou du pouvoir adjudicateur de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, notamment pour la mise en place des équipements, est conforme à l'article 43 du CCAG-Travaux. Ne s'agissant pas de prise de possession, elle ne donne pas lieu à réception partielle mais à un état des lieux contradictoire demandé par le titulaire.

### 9.5. Documents fournis après exécution

Les dispositions concernant les dossiers d'ouvrages exécutés (D.O.E.) figurent en annexe n° 2 du présent C.C.A.P.

### 9.6. Formation et mise au courant du personnel exploitant

Les titulaires des lots techniques et d'équipements spéciaux auront l'obligation d'instruire et de former, pour la mise en exploitation, le personnel technique et de service qui sera mis à leur disposition à cet effet par l'exploitant futur.

Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et l'OPC. Elle peut intervenir durant le délai global d'exécution et / ou pendant la période de garantie.

### 9.7. Délais de garantie

Les périodes de garantie prévues à l'article 44 du CCAG-Travaux ont pour point de départ le jour de la réception.

Par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-Travaux, les périodes de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle ou d'une prise de possession anticipée, courent jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Elles courent depuis cette date, pendant :

- **DIX ANS** : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :
  - qui portent atteintes à la solidité de l'ouvrage
  - qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination
  - qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment, que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

- **DEUX ANS** : au titre de la garantie de bon fonctionnement. Cette garantie porte sur les éléments d'équipement dissociables, abandonnant ainsi la distinction entre gros et menus ouvrages. Cette garantie institue une présomption de responsabilité pesant sur les constructeurs en cas de mauvais fonctionnement d'un élément d'équipement qui peut être démonté sans porter atteinte aux murs, à la toiture et au sol.
- **UN AN** : au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle les titulaires de chacun des lots sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le représentant du maître d'ouvrage, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

## 9.8. Garanties particulières

Sans objet

## 9.9. Assurances

Les dispositions concernant les assurances ci-après définies dérogent à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux.

### 9.9.1. Polices à souscrire par les titulaires à leurs frais

#### 9.9.1.1. Installations et engins de chantier

Le titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés.

Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation.

Il s'assurera aussi pour les risques en cours de transport étant bien précisé ici que la clause 50/50 sera appliquée en cas de dommages constatés après livraison sur le site lors du déballage entre son assureur "transport" et ceux auprès desquels le représentant du maître d'ouvrage aura souscrit ses assurances.

#### 9.9.1.2. Responsabilité Civile en cours de chantier et après travaux

Le titulaire devra justifier, **dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance**, qu'il a souscrit un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître d'ouvrage et le représentant du maître d'ouvrage du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché .

Le titulaire fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que son assureur s'engage à aviser le représentant du maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L 113 - 3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

### **L'attestation originale émise par l'assureur devra comporter les points suivants :**

- **La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;**
- **L'attestation devra être valable au jour du démarrage des prestations du titulaire et renouvelée chaque année pendant la durée de son intervention ;**
- **Pour les opérations supérieures à 10 000 000 €, l'attestation devra être nominative de chantier avec mention de l'adresse et du montant total de l'opération (travaux + honoraires)**

### **Montants minimums des garanties par sinistre :**

<b>Type d'Opération</b>	<b>Responsabilité Civile Avant Réception/Livraison (garanties par sinistre)</b>	<b>Responsabilité Civile Après Réception/Livraison (garanties épuisables)</b>
<b>Opérations &gt; 10 000 000 €</b>	<b>Tous dommages confondus : 5 000 000 €</b>  (7 000 000 € pour gros œuvre > 30 000 000 €)  Dont dommages matériels et immatériels confondus : 3 000 000 €  Dont dommages immatériels non consécutifs : 500 000 €	<b>Tous dommages confondus : 5 000 000 €</b>  (7 000 000 € pour gros œuvre > 30 000 000 €)  Dont dommages matériels et immatériels confondus : 3 000 000 €  Dont dommages immatériels non consécutifs : 500 000 €

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de 10 000 €. (15 000€ pour les opérations supérieures à 30 000 000 €)

En tout état de cause, cette police devra prévoir des montants de garanties suffisantes pour la couverture des risques encourus. Aucune limitation de garantie en nature ou en montant ne sera opposable au Maître d'ouvrage et au représentant du maître d'ouvrage.

En cas de groupement, chaque membre devra satisfaire aux obligations précisées ci-dessus.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 4.8.10 du présent CCAP.

#### **9.9.1.3. Responsabilité Civile décennale**

Il est convenu entre les parties que le présent marché concerne la construction de bâtiments tertiaires à Amiens qui doit être considéré comme un immeuble par nature et qui sera construit selon des techniques relevant de celles de travaux de bâtiment relevant donc d'une obligation d'assurance RC décennale.

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non traditionnelles ou non agréées par les assureurs sans avoir obtenu préalablement l'avis favorable du contrôleur technique. A défaut, les surprimes qui en résulteraient seraient à la charge du titulaire.

Le titulaire devra préciser lors de la remise de son offre le nom et les coordonnées exactes de son assureur de responsabilité civile décennale habituel.

De plus il devra justifier, **dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification** du marché, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil, et présenter l'attestation d'assurance correspondante.

Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241- 1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

#### **L'attestation originale émise par l'assureur devra impérativement :**

- Mentionner la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;

- Être valable au jour de la DROC (date réglementaire d'ouverture de chantier) ou de l'OS de démarrage des travaux ;
- Être nominative de chantier avec mention de l'adresse et du montant total de l'opération (travaux + honoraires);
- Stipuler que les garanties s'appliquent :
  - Selon le régime de la capitalisation,
  - Avec l'abrogation de toute règle proportionnelle éventuelle des capitaux quel que soit le montant de l'opération.

**Montant minimum des garanties par sinistre :**

<b>Type d'Opération</b>	<b>Garanties Légales Obligatoires</b>	<b>Garanties Complémentaires</b>
<b>Opérations &gt; 20 000 000 €</b>	<b>Gros œuvre : 10 000 000 €</b>  <b>Second œuvre : 6 000 000 €</b>  <b>Maîtrise d'œuvre : 3 000 000 €</b>	<b>Bon fonctionnement des éléments d'équipement : 1 500 000 €</b>  <b>Dommages immatériels consécutifs : 1 000 000 €</b>  <b>Dommages aux existants : À déterminer</b>

***Aucune limitation de garantie en nature ou en montant ne sera opposable au Maître d'ouvrage et au représentant du maître d'ouvrage.***

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 4.8.10 du présent CCAP.

#### 9.9.2. Police souscrite par le représentant du maître d'ouvrage

Dans le cadre des travaux objet du présent marché, le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une garantie « tous risques chantier ».

Le Maître d'ouvrage conclura des marchés relatifs au Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) et à la garantie Responsabilité civile du Maître d'ouvrage (RCMO).

Le principe de ce programme d'assurance est d'assurer les intérêts du maître d'ouvrage, du représentant du maître d'ouvrage, ainsi que l'ensemble des intervenants à la construction avec un niveau d'assurance équilibré (franchise, garantie, coût).

Il a pour but d'éviter au maximum les situations de recours entre les différents intéressés, ou tout du moins de les réduire au montant des franchises supportées au titre des différentes polices d'assurances de façon à faciliter l'instruction des éventuels sinistres qui ne doivent occasionner aucun retard dans le planning des travaux.

Le titulaire du marché reste seul responsable de la souscription des garanties prévues aux points 9.9.1.1 à 9.9.1.3 de l'article 9.9.1 du présent CCAP.

Le représentant du maître d'ouvrage sera souscripteur et payeur des primes du programme d'assurance « tous risques chantier » qu'il souscrira tant pour son compte que pour celui des différents intervenants à la construction.

### 9.9.3. Gestion des sinistres

Le titulaire doit déclarer au représentant du maître d'ouvrage, ou à toute autre personne désignée par lui, les pertes, dommages ou désordres matériels affectant son lot, ou la réclamation d'autrui, dans un délai de 48 heures à compter du jour où elle en a eu connaissance.

Si le titulaire, victime du sinistre et bénéficiaire des indemnités assurances, ne prend pas en charge la réparation desdits dommages, le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les travaux par un tiers entrepreneur, sans que celui-ci puisse s'exonérer de ses responsabilités et garanties relatives au dommage causé. Le représentant du maître d'ouvrage prélèvera sur ses situations de travaux, le montant de la franchise ou le montant des travaux de réparation, si celui-ci est inférieur à ladite franchise, majoré de la T.V.A. applicable.

Pour les dommages causés aux existants, dans le cas où la responsabilité du sinistre ne pourrait être établie, la franchise sera répartie au prorata du montant des marchés des titulaires des lots présents sur le site au moment du sinistre, le(s) compte(s) rendu(s) de chantier faisant foi. Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de prélever la quote part de franchise, ou le montant du sinistre si celui-ci est inférieur, sur les situations de travaux, majoré de la T.V.A. applicable.

### 9.9.4. Etendue de la responsabilité des titulaires et renonciations à recours.

Les polices d'assurance décrites ci-avant ainsi que leurs modalités d'application ne constituent qu'un minimum exigé par le représentant du maître d'ouvrage.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-dessus, l'attention des constructeurs est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires, et éventuellement de toutes assurances qu'ils souhaiterait souscrire en complément des garanties apportées par les polices souscrites par le représentant du maître d'ouvrage.

La souscription par le représentant du maître d'ouvrage de police d'assurance « tous risque chantier » est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par les constructeurs et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le représentant du maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et les constructeurs renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette police.

Le contrat d'assurance « tous risques chantiers » souscrit par le représentant du maître d'ouvrage sera assorti d'une clause de renonciation à recours de l'assureur contre le titulaire (sauf cas de malveillance prouvée) et ses assureurs.

Le représentant du maître d'ouvrage conservera intactes ses possibilités de recours contre le titulaire (et ses assureurs) pour tout sinistre à l'origine duquel le titulaire aurait engagé sa responsabilité notamment pour la récupération du montant de la franchise mis à la charge des assurés en application de la police d'assurance « tous risques chantier » éventuellement souscrite par le représentant du maître d'ouvrage.

Dans le cas où le représentant du maître d'ouvrage n'aurait pas souscrit cette police, son recours à l'égard de ou des titulaires des lots responsables s'appliquera sur la totalité du dommage.

A cette fin le représentant du maître d'ouvrage pourra procéder à toute compensation sur les acomptes en cours de règlement y compris donc en cas de surcoûts d'assurance.

### 9.9.5. Dispositions diverses

Pendant toute la durée du marché, le titulaire renouvellera les attestations d'assurance, prévues au paragraphe B de l'article 9.9.1 du présent CCAP, **7 jours au plus tard après leur fin de validité.**

Celles-ci seront rédigées par les Sociétés d'Assurances en un seul exemplaire original, elles vaudront quittances de paiement de la prime et comporteront la description exacte des activités garanties (y compris pour les travaux donnés en sous-traitance).

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture par rapport aux prescriptions du marché, le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire les assurances complémentaires nécessaires pour le compte de ce dernier. Dans ce cas, le montant de la prime sera retenu sur les situations de travaux.

Le titulaire pourra, suivant demande écrite préalable, prendre connaissance intégralement des conditions d'assurances « tous risques chantier » souscrites pour l'opération concernée par le représentant du maître d'ouvrage (ou son représentant) comme il est dit ci-avant. Il est bien précisé que des copies du contrat pourraient être délivrées, suivant demandes écrites motivées, et en tant que de besoin uniquement.

Le titulaire sera seul responsable de la communication, en temps utiles, à ses assureurs des clauses et conditions du marché figurant aux articles 9.9.1 à 9.9.5 du présent CCAP.

Les conséquences dommageables d'un éventuel manquement aux présentes dispositions seront à la charge exclusive de celui-ci, aucune réclamation ne pouvant être formulée au le représentant du maître d'ouvrage tant de la part du titulaire, de ses sous-traitants éventuels, que de leurs différents assureurs respectifs.



### **Article 10. Contenu des prestations–**

---

Les prestations de maintenance ne se substituent pas aux garanties prévues par les articles 9.7 et 9.8 du présent CCAP.

Le Titulaire devra fournir une proposition de planning annuel des opérations de maintenance 2 semaines suivant le démarrage de la tranche, puis chaque année dans un délai d'une semaine après la date anniversaire de la date de démarrage de la tranche.

#### **10.1. Maintenance des matériels et équipements.**

Les prestations de maintenance sont de niveau 1 à 4, selon la norme AFNOR applicable NF EN 13306.

Elles comprennent des prestations de maintenance préventive et corrective ainsi que la mise en œuvre éventuelle de mesures conservatoires.

La maintenance préventive permet de réduire les risques et de maintenir dans le temps les performances des matériels à un niveau proche des performances initiales. Les gammes de maintenance sont définies par le constructeur. Elle comprend notamment :

- La main d'œuvre quel que soit le nombre d'heures nécessaires ;
- Les déplacements intersites ;
- L'ensemble des moyens nécessaires à la réalisation des prestations (outillages, appareils de mesure, échafaudages, matériels de manutention et de levage) ;
- Les équipements de protection individuels ou collectifs réglementaires ;
- L'enlèvement et l'élimination des déchets et des consommables usagés ;
- La réalisation de rapports d'activité et de gestion des informations ;
- Le renseignement et la mise en œuvre de la GMAO ;
- La rédaction des documents énumérés au CCTP.

La maintenance corrective comprend notamment :

- Les premières interventions et le diagnostic des pannes ;
- Les déplacements intersites ;
- La main d'œuvre ;
- La fourniture des consommables ;
- La réalisation de rapports d'activité et la gestion des informations ;
- Le renseignement et la mise à jour de la GMAO ;
- Le remplacement (fourniture et main d'œuvre) des pièces détachées des équipements défectueux qui ne sont plus couverts par la garantie pour l'ensemble des équipements.
- L'enlèvement et l'élimination des déchets et des consommables usagés.

Les mesures conservatoires concernent des interventions liées à la survenance d'événements exceptionnels pouvant mettre en péril les équipements objets de la tranche optionnelle. Elles consistent à mettre en œuvre des mesures de consignation et/ou d'arrêts des installations le temps nécessaire à la réalisation d'un diagnostic et à la mise en œuvre d'une action corrective.

### **Article 11. Maintenance des logiciels et progiciels**

---

Le Titulaire a pour principale mission de conserver les progiciels et logiciels dans un état de fonctionnement nominal

A ce titre il réalise : la maintenance préventive, la maintenance curative, la maintenance évolutive, l'accès au support éditeur.

Au titre de la maintenance préventive le titulaire doit :

- l'information du maître d'ouvrage concernant les disponibilités de livraison des mises à jour mineures ou correctives (bugfix) des logiciels,
- l'information du maître d'ouvrage sur les problèmes connus des logiciels,
- l'information technique sur les logiciels et les réponses aux questions qui se posent le plus souvent,
- l'installation des nouvelles versions mineures concédées et des états techniques ou corrections
- l'accès quand si Titulaire en dispose, à un service de télémaintenance,

Au titre de la maintenance évolutive, le titulaire doit

- Les mises à jour mineures des logiciels sous maintenance. A ce titre le Titulaire fournit et installe toutes les nouvelles versions mineures des logiciels sous maintenance.

Ces mises à jour seront fournies accompagnées d'une documentation d'installation comprenant les pré-requis techniques et les normes d'installation du logiciel sur l'équipement ainsi que la procédure d'installation détaillée.

## **Article 12. Contrôle des prestations**

---

Les dispositions de cet article dérogent à l'article 41 du CCAG travaux. Le maître d'ouvrage peut à tout moment engager des opérations de vérification. Elles ont pour but de constater la correspondance entre les prestations réalisées et les spécifications du marché.

Les opérations de vérifications sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Toutes les prestations qui n'ont pas fait l'objet d'une opération spécifique de vérification font l'objet d'une procédure de vérification tous les mois sur la base d'un rapport d'activité établi par le Titulaire.

## **Article 13. Décision après contrôle**

---

Les dispositions de cet article dérogent à l'article 41 du CCAG travaux. A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prend une décision d'admission, d'ajournement de réfaction ou de rejet.

Le délai qui lui est imparti pour ce faire est de 15 jours calendaires.

Passé ce délai dans le silence du maître d'ouvrage, l'admission des prestations est réputée acquise.

Si les prestations ne sont pas jugées satisfaisantes, le maître d'ouvrage notifie au titulaire une décision, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet.

### **13.1. Admission :**

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service

### **13.2. Ajournement :**

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire. 30.2.3. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'acheteur, aux frais du titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

### **13.3. Réfaction :**

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

### **13.4. Rejet :**

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire. Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

## **Article 14. Pénalités**

---

Les dispositions de cet article dérogent à l'article 19 du CCAG travaux. En cas de durée d'indisponibilité des équipements pris isolément et de l'installation dans son ensemble des pénalités pourront être appliquées au Titulaire.

Le taux de disponibilité est défini par le constructeur.

Ces pénalités sont plafonnées à hauteur de 30 % du montant annuel de la tranche optionnelle. Elles sont applicables sans mise en demeure préalable du titulaire et sans qu'il puisse formuler d'observations.

En cas d'indisponibilité constatée de plus de trente jours calendaires consécutifs, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans que cela puisse entraîner le versement d'indemnités. Cette décision de l'acheteur devra être précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution. L'inexécution de cette mise en demeure entraînera la résiliation pour faute du marché.

## Article 15. Modalités de paiement

---

Les prestations de la tranche optionnelle seront réglées à terme échu, mensuellement, sur présentation d'une demande d'acompte mensuel dont le montant correspondra à 1/12ème du montant annuel prévu dans la DPGF.

## Article 16. Révision des prix

---

Les prix de la tranche optionnelle sont révisables chaque année à la date de démarrage des prestations de la tranche optionnelle pour la première année et à la date anniversaire de ce démarrage pour les deux autres années, selon la formule :

$$P = P_0 \times \left[ 0,15 + 0,85 \left( 0,60 \frac{ICTHT - IME}{ICTHT - IME_0} + 0,40 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé du marché ;
- Po = Prix initial du marché ;
- $ICTHT - IME$  = La valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICTH) – IME : Industrie, mécanique et électrique du mois n-4 du mois de révision.
- $ICTHT - IME_0$  = La valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICTH) – IME : Industrie, mécanique et électrique du mois n-4 du mois M0.
- FSD2 : La valeur de l'indice frais et service divers 2 – indice du mois n-4 du mois de révision.
- FSD2o : La valeur de l'indice frais et service divers 2 – indice du mois n-4 du mois M0.

## TITRE IV - DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES TRANCHES

---

### Article 17. Résiliations – mesures coercitives

---

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-Travaux (articles 50 à 52) avec les précisions et dérogations suivantes :

#### 17.1. Résiliation pour évènements extérieurs au marché

**Décès ou incapacité civile du titulaire** : En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le maître d'ouvrage peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité. (Article 51.1.1 du CCAG Travaux)

#### 17.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 50.4 du CCAG-Travaux, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

#### 17.3. Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 5%. Le pourcentage d'abattement est fixé à 20 %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), i) et j) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

#### 17.4. Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 52 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG-Travaux, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

## Article 18. Règlement des litiges

---

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux, le délai laissé au maître d'ouvrage pour notifier sa décision motivée sur un mémoire en réclamation est fixé à 2 mois.

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif d'Amiens.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

## Article 19. Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

---

### 19.1. Le traitement des données essentielles du marché public

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

### 19.2. Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données

personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

## Article 20. Dérogations aux documents généraux

Le tableau ci-dessous récapitule la liste des dérogations au CCAG introduites par le présent CCAP :

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP qui introduisent ces dérogations
10.6 ; 18.3	1.3.2
4.1	2
13.1 ; 13.4 ; 13.6	3.2.3
1.5.1 ; 14.2 ; 14.3 ; 14.4 ; 15.1	3.2.4
12.1 ; 12.2 ; 12.3 ; 12.4	3.5
3.2 ; 19.1 ; 19.2	4.8.1
3.6.1.5	4.8.8
19	4.8.4
23.2 ; 23.3	6.1
38	6.2.4
45.1	6.4.5
27.2	7.1
27.3 ; 38	7.4
29.1	8.2.1
53.1	8.4.3
31.3	8.5
34.1	8.9
41.1	9.2.1.1 ; 9.2.2.1
41.4 ; 41.5	9.2.2.3

42.3 ; 44.1	9.3 ; 9.7
8.1.3	9.9
41	12 ; 13
19	14
50.3	17.3
52.3	17.4
55.1	18